

**Pour publication immédiate****Le 11 février 2010****La Société Financière Manuvie dévoile ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice**

- Bénéfice net pour l'exercice de 1 402 millions de dollars, contre 517 millions de dollars en 2008;
- Fonds propres solides – MPRCE de Manufacturers de 240 % à la fin de l'exercice;
- Réduction de la sensibilité aux rendements des actions grâce aux ajustements apportés aux couvertures, aux activités et au portefeuille de produits et grâce à l'amélioration des marchés des actions;
- Montant important de souscriptions des produits les plus rentables dans les régions où le rendement est le plus élevé, et diversification du risque;
- Rendements des placements satisfaisants en dépit des difficultés rencontrées sur les marchés;
- Annonce de trois acquisitions intéressantes, en 2009 : une société de gestion de patrimoine et une société d'assurance voyage au Canada, et une société de gestion de patrimoine en Chine;
- Réorganisation des filiales américaines complétée à la fin de l'exercice, d'où une réduction de la sensibilité au rendement des actions, une rationalisation des fonds propres réglementaires et une diversification du profil de risque.

**TORONTO** – La Société Financière Manuvie (« SFM ») a annoncé aujourd'hui un bénéfice net attribué aux actionnaires de 868 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009, soit un bénéfice dilué par action de 0,51 \$ et un rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires<sup>1</sup> de 13,1 %, comparativement à une perte nette imputée aux actionnaires de 1 870 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2008 et à une perte par action de 1,24 \$. Le bénéfice net attribué aux actionnaires pour l'exercice a atteint 1 402 millions de dollars, contre 517 millions de dollars en 2008, ou 0,82 \$ par action contre 0,32 \$ par action pour l'exercice précédent. Pour l'exercice 2009, le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires a été de 5,2 % en regard de 2,0 % pour l'exercice précédent.

Dans son communiqué sur ses résultats du deuxième trimestre, la Société avait estimé, dans une déclaration prospective, que le bénéfice d'exploitation rajusté se situerait entre 750 millions de dollars et 850 millions de dollars par trimestre pendant le reste de 2009 et en 2010. Selon la définition donnée, le bénéfice d'exploitation rajusté<sup>2</sup> du quatrième trimestre se chiffre à 781 millions de dollars.

Donald A. Guloien, chef de la direction, a déclaré ce qui suit : « Nos résultats du quatrième trimestre ont couronné de succès une année de nombreuses réalisations. Nous avons amélioré nos marges, équilibré notre portefeuille de produits, fait l'annonce de trois acquisitions intéressantes et continué d'obtenir un rendement

<sup>1</sup> Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>2</sup> Élément appelé bénéfice normalisé dans le rapport du deuxième trimestre. Voir les sections « Bénéfice normalisé et bénéfice d'exploitation rajusté – Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR » et « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ».

intéressant sur nos placements en dépit de la conjoncture difficile. Nous disposons d'un capital de base très solide et notre exposition au rendement des actions a été grandement réduite au moyen d'opérations de couverture supplémentaires, d'ajustements au portefeuille de produits et grâce à la remontée des marchés des actions. Nous avons l'intention de continuer de réduire notre exposition, sous réserve des conditions de marché. Notre bénéfice net de l'exercice a augmenté, passant de 517 millions de dollars en 2008 à 1,4 milliard de dollars en 2009, se traduisant par un rendement des capitaux propres de 5,2 %. Bien qu'il s'agisse d'une hausse notable par rapport au dernier exercice, nous sommes engagés envers des améliorations très importantes du bénéfice et du rendement des capitaux propres au fil du temps. »

## RÉSULTATS FINANCIERS

Le chef des finances, Michael W. Bell, a affirmé : « Notre bénéfice d'exploitation rajusté<sup>3</sup> pour le quatrième trimestre est conforme aux prévisions. Notre bénéfice net de 868 millions de dollars tient compte de l'incidence du rendement positif des marchés des actions qui a été partiellement neutralisé par les variations de la valeur de marché des placements, ainsi que par l'incidence de l'amélioration des modèles de méthodes actuarielles modifiées antérieurement et des rajustements effectués au titre de l'impôt. Pendant le trimestre, nous avons mené à bien la fusion de nos filiales américaines en exploitation et réalisé une émission de 2,5 milliards de dollars d'actions ordinaires qui a renforcé le niveau de nos fonds propres et donné à Manufacturers un MPRCE de fin d'exercice satisfaisant de 240 %. »

Les marchés des actions nord-américains, qui ont vu le S&P 500 gagner 5 % et le TSX, 3 % au cours du trimestre, ont généré des gains hors trésorerie de 435 millions de dollars, tandis que les rendements des obligations gouvernementales et de sociétés, en partie annulés par le recul des écarts de taux, ont entraîné des gains hors trésorerie de 110 millions de dollars.

Les gains mentionnés plus haut ont été en partie contrebalancés par des reculs de 171 millions de dollars par rapport à nos hypothèses de croissance et à la valeur d'expertise des biens immobiliers, des terrains forestiers exploitables et des terres agricoles. Un ajustement supplémentaire de 101 millions de dollars était lié aux modifications apportées à la loi de l'impôt et à la loi sur les taxes de vente de l'Ontario. Enfin, la Société a inscrit une charge de 147 millions de dollars découlant de l'amélioration des modèles de méthodes actuarielles modifiées antérieurement. Comme il a été mentionné au troisième trimestre, l'examen annuel des méthodes et des hypothèses actuarielles a été finalisé au troisième trimestre, et aucune autre hypothèse importante n'a été mise à jour au quatrième trimestre.

Le portefeuille de titres à rendement fixe de la Société a continué de faire très bonne figure malgré la conjoncture générale. Au quatrième trimestre, les recouvrements de pertes sur créances ont été plus importants que les pertes de valeur, entraînant des recouvrements nets de 4 millions de dollars au titre des pertes sur créances et de 5 millions de dollars au titre des placements privés. Ces recouvrements nets ont été annulés par une charge de 31 millions de dollars liée à une augmentation des provisions mathématiques relatives aux déclassements de créances et par une charge de 29 millions de dollars au titre des dépréciations durables et des pertes réalisées sur les titres disponibles à la vente du secteur Services généraux et autres.

Le montant des contrats de rente à capital variable couverts a augmenté, pour passer d'une valeur garantie de 5,7 milliards de dollars à une valeur garantie de 24,9 milliards de dollars au cours de l'exercice, de sorte que 35 % de ces contrats étaient couverts ou réassurés à la fin de l'exercice. Le montant net à risque<sup>4</sup> (les garanties dans le cours) a diminué de 54 % au cours de l'exercice, passant de 25,3 milliards de dollars à 11,6 milliards de dollars.

Au 31 décembre 2009, la SFM avait achevé avec succès la réorganisation de certaines de ses filiales américaines, de sorte que toutes nos sociétés d'assurance vie américaines en exploitation sont maintenant des filiales de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (« Manufacturers »). Par suite de cette fusion, nous

<sup>3</sup> Élément appelé bénéfice normalisé dans le rapport du deuxième trimestre. Voir les sections « Bénéfice normalisé et bénéfice d'exploitation rajusté – Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR » et « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ».

<sup>4</sup> Le montant à risque correspond à l'excédent de la valeur des garanties sur la valeur des fonds pour tous les contrats dont la valeur des garanties excède la valeur du fonds.

avons rationalisé les fonds propres réglementaires, amélioré l'efficacité opérationnelle, stabilisé les ratios de fonds propres et diversifié davantage le profil de risque de Manufacturers et de nos filiales américaines. La réorganisation s'est traduite par une réduction d'environ 25 points de pourcentage du MPRCE de Manufacturers, ainsi que par une diminution de la sensibilité de Manufacturers aux rendements des actions.

Manufacturers a présenté un ratio du MPRCE de 240 % au 31 décembre 2009, en hausse par rapport au ratio de 229 % du trimestre précédent. Les activités sur les fonds propres et les activités de financement, à l'instar de la remontée des marchés des actions au cours du trimestre, ont plus que contrebalancé l'incidence de la réorganisation susmentionnée des filiales américaines.

La sensibilité des fonds propres aux reculs du marché a considérablement diminué. Par rapport au 31 décembre 2008, la sensibilité à une baisse de 10 % de la valeur de marché des fonds d'actions, en fonction de l'incidence estimative sur le MPRCE de Manufacturers, a été réduite de moitié environ au 31 décembre 2009. Cette baisse découlait d'une plus grande diversification du profil de risque de Manufacturers attribuable à la réorganisation des filiales américaines, et de la réduction du montant net à risque lié aux garanties des fonds distincts par suite de la remontée des marchés et de l'augmentation du montant des garanties des contrats de fonds distincts couverts.

## **CROISSANCE DES SOUSCRIPTIONS ET DES AFFAIRES**

Selon John D. Desprez III, chef de l'exploitation, « les résultats positifs en matière de souscriptions enregistrés dans la plupart de nos secteurs en 2009 ont été compromis par la lenteur de la reprise économique aux États-Unis ainsi que par nos efforts délibérés pour rajuster la conception des produits et le profil de risque de nos activités. En 2009, nous nous sommes concentrés sur la tarification et sur les marges plutôt que sur la part de marché et nous continuons de suivre cette approche qui consiste à bâtir des activités solides et d'une grande valeur. Pratiquement tous les nouveaux contrats de rente à capital variable font l'objet d'une couverture et nous augmentons la proportion de contrats de rente à capital variable en vigueur couverts dans toutes les régions où nous sommes présents, puisque la conjoncture s'améliore suffisamment pour nous permettre d'atteindre nos objectifs d'affaires. En 2009, nous avons continué d'améliorer nos grandes capacités de distribution et nous avons davantage renforcé l'entreprise par des acquisitions au Canada et dans le secteur à croissance rapide de la gestion de patrimoine et d'actif de la Chine. »

Les souscriptions d'assurance du quatrième trimestre sont demeurées inchangées en comparaison de la même période de l'exercice précédent, les souscriptions de l'exercice ayant reculé de 4 % par rapport aux niveaux de 2008 en devises constantes<sup>5</sup>. Ce recul, attribuable essentiellement à la lenteur de la reprise économique aux États-Unis, a été compensé en grande partie par la solide croissance trimestrielle et annuelle en Asie.

Au quatrième trimestre, les souscriptions de produits de gestion de patrimoine, à l'exception des souscriptions de rentes à capital variable, ont progressé de 7 % par rapport au même trimestre de 2008, sous l'effet de la croissance en Asie et aux États-Unis, de sorte que les souscriptions pour l'exercice correspondaient aux souscriptions en devises constantes de l'exercice précédent.

En raison de l'adoption de mesures permanentes de gestion des risques par la Société, les souscriptions de rentes à capital variable ont chuté de 60 % au quatrième trimestre en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, et les souscriptions pour l'exercice ont connu une baisse de 45 % par rapport aux niveaux de 2008, exprimés en devises constantes.

Les primes et dépôts<sup>6</sup> au titre des affaires de notre secteur de l'assurance ont atteint 22,9 milliards de dollars pour l'exercice et 6,5 milliards de dollars pour le quatrième trimestre de 2009, une augmentation respectivement de 11 % et 28 % par rapport à l'exercice précédent, en devises constantes. Le montant du quatrième trimestre comprenait un dépôt de 910 millions de dollars américains reçu de notre ancienne coentreprise lorsque le secteur de l'assurance soins de longue durée de John Hancock est devenu le seul

<sup>5</sup> Les montants en devises constantes sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>6</sup> Les primes et dépôts sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

assureur du régime d'assurance soins de longue durée fédéral (*Federal Long-Term Care Insurance Program*) des États-Unis, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009. La hausse restante de 9 % pour le trimestre découlait de la croissance des contrats d'assurance en vigueur.

Les primes et dépôts du secteur de la gestion de patrimoine, à l'exclusion des contrats de rente à capital variable, ont totalisé 37,1 milliards de dollars pour l'exercice et 8,1 milliards de dollars pour le quatrième trimestre de 2009. En devises constantes et en comparaison de l'exercice précédent, les primes et dépôts de l'exercice, à l'exclusion des rentes à capital variable, ont fléchi de 5 % et celles du quatrième trimestre, à l'exclusion des rentes à capital variable, ont monté de 1 %. Au quatrième trimestre, la solide croissance des souscriptions de fonds communs de placement dans l'ensemble des régions a été partiellement neutralisée par la chute des souscriptions de produits à rendement fixe aux États-Unis et par la baisse du nombre des nouveaux mandats dans le secteur des comptes de placement autogérés institutionnels.

Les primes et dépôts affectés aux produits de rente à capital variable et aux fonds distincts se sont élevés à 11 milliards de dollars pour l'exercice, et à 2 milliards de dollars pour le quatrième trimestre de 2009, soit des baisses respectives de 44 % et 59 % par rapport à l'exercice précédent, en devises constantes. Ces baisses sont en grande partie le résultat des initiatives permanentes de gestion des risques de la Société dans toutes les régions et, dans une moindre mesure, de la conjoncture économique générale.

La valeur intrinsèque des nouvelles affaires<sup>7</sup> de notre secteur de l'assurance s'est établie à 396 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009. Il s'agit d'une augmentation de 3 %, en devises constantes, par rapport au quatrième trimestre de 2008, comparable à la variation des niveaux de souscriptions susmentionnés.

La valeur intrinsèque des nouvelles affaires en gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable, s'est fixée à 175 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, soit une baisse de 19 %, en devises constantes, en regard du quatrième trimestre de 2008, qui s'explique par la diminution des volumes de prêts de la Banque Manuvie et par les changements à la répartition des souscriptions dans le secteur des régimes de retraite de John Hancock.

La valeur intrinsèque des nouvelles affaires dans le secteur des rentes à capital variable a été de 39 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, ce qui tient compte des volumes de souscriptions plus faibles et des coûts associés à la couverture des nouvelles affaires.

Les fonds gérés<sup>8</sup> au 31 décembre 2009 ont totalisé 440 milliards de dollars, une amélioration de 22 % par rapport à la fin de l'exercice précédent, en devises constantes, étant donné que l'excédent de 21 milliards de dollars des rentrées de fonds sur les sorties de fonds des titulaires de contrat et les revenus de placements de 63 milliards de dollars ont plus qu'annulé les fluctuations de devises défavorables de 55 milliards de dollars des 12 derniers mois.

Misant sur les occasions stratégiques, la Division Asie et Japon a annoncé l'acquisition d'une participation de 49 % dans une société de gestion de fonds chinoise. Manuvie fera l'acquisition de la participation de Fortis Bank SA/NV dans ABN AMRO TEDA Fund Management Co., Ltd. Cette acquisition, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, fournira à Manuvie un important point d'entrée immédiate dans le secteur chinois de la gestion de patrimoine à croissance rapide, et des actifs gérés de 4,4 milliards de dollars américains à la fin de l'exercice.

---

<sup>7</sup> La valeur intrinsèque des nouvelles affaires est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>8</sup> Les fonds gérés sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

## POINTS SAILLANTS DE L'EXPLOITATION

### Assurance

- Les souscriptions totales d'assurance pour l'exercice 2009 ont reculé de 4 % en regard de 2008, mais sont demeurées inchangées au quatrième trimestre de 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en devises constantes. Les résultats du quatrième trimestre s'expliquent par les progrès réalisés en Asie, une région qui a connu une croissance à deux chiffres; ces progrès ont été neutralisés par les reculs en Amérique du Nord. Ces résultats reflètent les différentes cadences auxquelles la relance de l'économie s'est produite dans les régions d'exploitation de la Société au cours de l'exercice, l'économie asiatique ayant redémarré le plus rapidement, suivie par l'économie canadienne.
- Aux **États-Unis**, la lenteur de la relance de l'économie a donné lieu à un repli annuel de 19 % des souscriptions d'assurance par rapport à 2008, en dollars américains, un repli qui correspondait aux tendances sectorielles générales. Les souscriptions du quatrième trimestre se sont améliorées mais étaient inférieures de 7 % à celles du quatrième trimestre de 2008, en dollars américains. Une partie du repli des souscriptions était imputable aux initiatives de révision de la tarification de certains produits. Au quatrième trimestre, l'entente de distribution entre la Société et Edward Jones a été bonifiée pour y inclure les produits d'assurance vie.
- Au **Canada**, les souscriptions d'assurance ont clôturé l'exercice en hausse de 4 % en regard de l'exercice 2008. Le secteur de l'assurance collective a connu des résultats solides pour l'exercice, enregistrant une augmentation de 12 % des souscriptions par rapport à l'exercice précédent, contrairement aux souscriptions d'assurance individuelle qui ont légèrement baissé en regard de 2008, étant donné que les souscriptions par des groupes de grande taille ont été les plus durement touchées par la turbulence des marchés. Les souscriptions d'assurance individuelle ont rebondi au quatrième trimestre, et les souscriptions d'assurance voyage ont atteint des sommets inégaux. Toutefois, la volatilité des souscriptions d'assurance collective au cours du trimestre a nuí à l'ensemble des résultats en matière de souscriptions, de sorte que le total des souscriptions d'assurance du quatrième trimestre, qui était de 146 millions de dollars, a été inférieur de 3 % aux niveaux de 2008.
- En **Asie**, les souscriptions d'assurance pour l'exercice ont grimpé de 15 % et celles du quatrième trimestre, de 14 % par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en devises constantes. La cadence soutenue des souscriptions pendant le trimestre s'expliquait par la forte croissance à Hong Kong, à Taïwan, en Indonésie et en Chine attribuable à la réussite des campagnes de souscription et de marketing et aux lancements de nouveaux produits. Au Japon, les souscriptions ont clôturé l'exercice en hausse de 21 % en regard de l'exercice précédent, en yens, ce qui s'explique par la solide croissance des souscriptions dans le réseau des AGP et par le succès connu par les produits d'assurance temporaire à capital croissant et d'assurance vie et soins médicaux pour entreprises lancés en 2008. Au Japon, les souscriptions du quatrième trimestre ont fléchi de 9 %, en yens, par rapport à la période correspondante de 2008, les souscriptions par le réseau des AGP ayant ralenti en comparaison de la vigoureuse période de lancements de produits d'assurance vie et soins médicaux pour les entreprises. Pendant le trimestre, de nouveaux produits ont été lancés à Hong Kong, à Taïwan, en Malaisie et à Singapour. De plus, Manuvie a continué de prendre de l'expansion en Chine, et a obtenu le permis d'exploitation pour exercer ses activités dans la ville de Shantou. À la fin de l'exercice, Manulife-Sinochem avait obtenu des permis dans 39 villes de 11 différentes provinces dont la population s'élevait à plus de 280 millions d'habitants.

### Gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable

- Les souscriptions pour l'exercice 2009 dans le secteur de la gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable, sont demeurées inchangées par rapport à l'exercice précédent, tandis que les souscriptions du quatrième trimestre ont progressé de 7 % en regard du quatrième trimestre de 2008, en devises constantes dans les deux cas. La progression du quatrième trimestre était attribuable à la croissance en Asie et aux États-Unis, puisque la plupart des unités administratives ont connu des hausses intéressantes reflétant la remontée du marché.
- Aux **États-Unis**, les souscriptions pour l'exercice dans le secteur de la gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable, ont reculé de 11 % en comparaison de 2008, en dollars

américains, étant donné que la montée des souscriptions de produits à rendement fixe, attribuable à la demande des rendements garantis générés par les sociétés de grande qualité, a été considérablement neutralisée par le repli des souscriptions de fonds communs de placement imputable à l'économie. Au quatrième trimestre, les souscriptions se sont améliorées de 10 %, en dollars américains, comparativement au même trimestre de 2008, sous l'impulsion des souscriptions dans les secteurs Fonds communs de placement et Régimes de retraite, qui ont affiché une croissance respectivement de 38 % et 17 %. Cette croissance a été contrebalancée en partie par le repli des souscriptions de produits à rendement fixe.

- Au **Canada**, la progression de 12 %, par rapport à 2008, des souscriptions pour l'exercice dans le secteur de la gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable, était attribuable aux solides souscriptions de produits à rendement fixe et au succès connu par le secteur Solutions Épargne et retraite collectives sur le marché des régimes à prestations déterminées de grande taille. Les souscriptions du quatrième trimestre de 2009 ont diminué de 15 % par rapport au même trimestre de 2008, puisque la forte croissance des fonds communs de placement destinés aux particuliers et des produits à rendement fixe a été plus que contrebalancée par l'incidence persistante du ralentissement économique sur les volumes de prêt de la Banque Manuvie et du recul des souscriptions dans le secteur Solutions Épargne et retraite collectives, dont les niveaux de souscription sont, par nature, moins uniformes. À la suite de l'acquisition des fonds d'AIC destinés aux particuliers, la Société a continué de simplifier sa plateforme de fonds communs de placement en lançant un certain nombre de nouveaux fonds au quatrième trimestre.
- En **Asie**, les souscriptions pour l'exercice dans le secteur de la gestion de patrimoine, à l'exclusion des rentes à capital variable, ont bondi de 41 % par rapport à l'exercice 2008, en devises constantes, en raison principalement des souscriptions de fonds communs de placement à Taïwan générées par une acquisition effectuée en octobre 2008. Au quatrième trimestre de 2009, les souscriptions en gestion de patrimoine ont explosé de plus de 80 % par rapport au quatrième trimestre de 2008, en devises constantes, sous l'impulsion de la croissance des souscriptions de fonds communs de placement en Indonésie, à Hong Kong et à Taïwan.
- Pendant le quatrième trimestre, Manuvie a annoncé l'acquisition de la participation de 49 % de Fortis Bank SA/NV dans ABN AMRO TEDA Fund Management Co., Ltd (« ABN AMRO TEDA »). Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, l'acquisition d'ABN AMRO TEDA, dont les actifs gérés totalisent 4,4 milliards de dollars américains, fournira à Manuvie un important point d'entrée immédiate dans le secteur chinois de la gestion de patrimoine, qui connaît une croissance rapide.
- Les fonds gérés par **Gestion des placements mondiaux MFC** (« Placements mondiaux MFC ») à la fin de l'exercice s'élevaient à 110 milliards de dollars, soit 4 milliards de dollars de plus qu'au trimestre précédent, au cours duquel le rendement positif du marché et le montant net des souscriptions avaient été partiellement contrebalancés par l'appréciation du dollar canadien. Pendant le trimestre, Placements mondiaux MFC a été nommée conseiller en placement de trois nouveaux mandats d'actions totalisant 234 millions de dollars. Au total, Placements mondiaux MFC a obtenu environ 6 milliards de dollars de nouveaux actifs de la part de clients institutionnels, malgré la conjoncture économique très éprouvante de 2009.

#### **Gestion de patrimoine – rentes à capital variable**

- Les souscriptions de rentes à capital variable de l'exercice ont reculé, en devises constantes, de 45 % par rapport à 2008 et de [60] % au quatrième trimestre de 2009 en regard du quatrième trimestre de 2008, en raison surtout des initiatives permanentes de la Société visant à équilibrer son profil de risque dans l'ensemble des régions.
- Au quatrième trimestre, la Société a étendu son programme de couverture et commencé à couvrir les nouveaux contrats de rente à capital variable souscrits au Japon. La quasi-totalité des nouveaux contrats souscrits aux États-Unis et au Canada continuent de faire l'objet d'une couverture. En raison du rendement satisfaisant du marché des actions mondial au cours du trimestre, la Société a également continué de couvrir une partie de ses contrats de rente à capital variable en vigueur, soit une valeur garantie supplémentaire de 3,7 milliards de dollars, y compris une valeur garantie de 0,6 milliard de dollars au Canada, de 2,0 milliards de dollars aux États-Unis et de 1,1 milliard de dollars au Japon.

- Dans l'ensemble, la Société a réalisé des progrès importants en termes de couverture d'un plus grand nombre de contrats de rente à capital variable au cours de l'exercice. La Société met ces couvertures en place de façon continue au fil de l'amélioration de la conjoncture, à des niveaux qui nous permettent d'atteindre nos objectifs d'affaires. À la fin de l'exercice, une valeur garantie de 24,9 milliards de dollars était couverte, soit plus que la valeur garantie de 5,7 milliards de dollars au 31 décembre 2008. La valeur garantie brute a été réassurée ou couverte à environ 35 %, en hausse par rapport à 20 % à la fin de 2008. Par suite de l'amélioration des marchés des actions, de l'accroissement de la couverture et de l'incidence des fluctuations monétaires, le montant à risque en date du 31 décembre 2009, compte non tenu de la réassurance et de la couverture, se chiffrait à 11,6 milliards de dollars, soit 54 % de moins qu'à la fin de l'exercice précédent.
- Après la fin de l'exercice, la Société a couvert une valeur garantie supplémentaire de 7,6 milliards de dollars (2,7 milliards de dollars au Canada et 4,9 milliards de dollars aux États-Unis), portant le pourcentage de la valeur des garanties couverte ou réassurée à environ 42 %.

### Services généraux

- Pendant le trimestre, en accord avec ses efforts constants pour renforcer son assise financière et tirer parti des possibilités d'acquisition de petite et moyenne envergure, la Société a annoncé et réalisé une émission d'actions ordinaires de 2,5 milliards de dollars, au prix de 19 \$ l'action. Les actions ordinaires ont été vendues à un syndicat de preneurs fermes dans le cadre d'un appel public à l'épargne.
- En date du 31 décembre 2009, la Société a finalisé la réorganisation, annoncée plus tôt, de certaines de ses entités juridiques américaines. La réorganisation visait la fusion de John Hancock Life Insurance Company et de John Hancock Variable Life Insurance Company avec John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.), en vue de réduire le nombre des principales sociétés d'assurance vie en exploitation de John Hancock, pour les faire passer de cinq à trois.
- Dans un communiqué distinct, la Société a également annoncé aujourd'hui que le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,13 \$ par action ordinaire de la Société, payable au plus tôt le 19 mars 2010 aux actionnaires inscrits à la clôture des marchés le 24 février 2010.

### Prix et distinctions

La Financière Manuvie a reçu plusieurs distinctions au cours du trimestre, dont les suivantes :

- Aux **États-Unis**, le secteur des régimes de retraite de John Hancock a été reconnu pour son excellence en matière de communications par la *League of American Communication Professionals* (LACP) et a remporté au total 18 prix, notamment cinq médailles de platine et sept médailles d'or. Il a également été félicité pour ses communications multimédias, imprimées et Web. Les communications visaient un large public, y compris des participants à un régime 401(k), des promoteurs de régimes, des représentants financiers, des administrateurs tiers et des employés.
- Au **Canada**, Investissements Manuvie a été reconnue lors du gala *Canadian Investment Awards* de 2009 au cours duquel le Fonds à revenu stratégique Manuvie a remporté la médaille d'argent dans la catégorie des fonds à rendement fixe mondiaux. Mawer Investment Management, sous-conseiller clé de la famille de fonds Manuvie, s'est méritée deux médailles d'or. Par ailleurs, InfoVISION, notre service d'opérations en ligne qui simplifie l'interaction entre les conseillers et la Société, a reçu la médaille d'argent dans la catégorie « Best Use of Technology ». Les *Canadian Investment Awards* sont décernés aux meilleurs produits de placement et aux sociétés qui sont des chefs de file et qui font preuve de leur engagement indéfectible envers l'excellence au sein du secteur des services financiers canadien.
- À **Hong Kong**, Manulife (International) Limited (« MIL ») a reçu le prix « Best Company for Financial Planning Excellence » pour une troisième année d'affilée. MIL remporte le prix des *SCMP/IFPHK Financial Planner Awards* du secteur de l'assurance depuis la création de ce prix en 2007. Le *SCMP/IFPHK Awards* est un concours à l'échelle du secteur, organisé conjointement par l'Institute of Financial Planners of Hong Kong (IFPHK) et le South China Morning Post (SCMP).

- Au **Vietnam**, Manuvie a remporté un « Outstanding Achievement Award » décerné par le ministère des Finances pour ses réalisations exceptionnelles et sa contribution importante au développement du marché de l'assurance au Vietnam. Le ministère a également remis au directeur général de Manulife Vietnam un « Outstanding Contribution Award » en reconnaissance de sa gestion remarquable et de sa contribution au développement du marché de l'assurance vie au Vietnam.

### Remarques :

La Société Financière Manuvie tiendra une conférence téléphonique sur ses résultats financiers du quatrième trimestre le 11 février 2010 à 14 heures (HE). Pour participer à la conférence, sans frais en Amérique du Nord, composez le 1 866 898-9626, ou composez le 416 340-2216 s'il s'agit d'un appel local ou international. Veuillez téléphoner dix minutes avant le début de la conférence. Vous devrez donner votre nom ainsi que le nom de l'organisation que vous représentez. Il sera aussi possible d'écouter l'enregistrement de la conférence téléphonique à partir de 18 heures (HE) le 11 février 2010 jusqu'au 25 février 2010 en appelant au 416 695-5800 ou au 800 408-3053 (code 3274828).

La conférence téléphonique sera aussi diffusée en direct sur le site Web de Manuvie à compter de 14 heures (HE) le 11 février 2010, à l'adresse **[www.manuvie.com/rapportstrimestriels](http://www.manuvie.com/rapportstrimestriels)**. Vous pourrez aussi accéder à l'enregistrement de la conférence à la même adresse à partir de 16 heures 30 (HE).

Les données statistiques du quatrième trimestre de 2009 sont aussi disponibles sur le site Web de la Financière Manuvie à l'adresse **[www.manuvie.com/rapportstrimestriels](http://www.manuvie.com/rapportstrimestriels)**. Ce document peut être téléchargé avant le début de la diffusion sur le Web.

#### **Communications avec les médias :**

David Paterson

416 852-8899

[david\\_paterson@manuvie.com](mailto:david_paterson@manuvie.com)

Laurie Lupton

416 852-7792

[laurie\\_lupton@manuvie.com](mailto:laurie_lupton@manuvie.com)

#### **Relations avec les investisseurs :**

Amir Gorgi

416 852-8311

[amir\\_gorgi@manuvie.com](mailto:amir_gorgi@manuvie.com)

# RAPPORT DE GESTION

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS

(non vérifié)

	<u>Résultats trimestriels</u>			<u>Exercices terminés en</u>	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (millions de \$ CA)	868	(172)	(1 870)	1 402	517
Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires (millions de \$ CA)	848	(193)	(1 878)	1 338	487
Résultat dilué par action ordinaire (\$ CA)	0,51	(0,12)	(1,24)	0,82	0,32
Rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires <sup>1</sup> (% , annualisé)	13,1	(3,0)	(28,9)	5,2	2,0
Primes et dépôts <sup>1</sup> (millions de \$ CA)	16 535	16 238	19 493	71 270	75 750
Fonds gérés <sup>1</sup> (milliards de \$ CA)	439,6	436,6	404,5	439,6	404,5
Capital <sup>1</sup> (milliards de \$ CA)	33,2	30,7	30,9	33,2	30,9

<sup>1)</sup> Mesure non conforme aux PCGR. Pour des précisions sur notre utilisation des mesures non conformes aux PCGR, voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

### Bénéfice net

Le bénéfice net de la Société attribué aux actionnaires pour le quatrième trimestre de 2009 se chiffre à 868 millions de dollars, comparativement à une perte imputée aux actionnaires de 1 870 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2008. Le bénéfice du quatrième trimestre de 2009 reflète la reprise des marchés des actions et la hausse des taux d'intérêt, en partie contrebalancées par le recul de la valeur de marché des portefeuilles immobiliers, l'amélioration des modèles des méthodes actuarielles modifiées antérieurement, les charges non récurrentes liées à des changements apportés aux lois fiscales en Ontario et l'incidence d'un dollar canadien plus vigoureux. Ci-après figure une analyse des résultats des quatrièmes trimestres de 2009 et 2008.

Le bénéfice net attribué aux actionnaires pour l'exercice est de 1 402 millions de dollars, contre 517 millions de dollars en 2008.

### Quatrième trimestre de 2009 :

Au quatrième trimestre de 2009, les marchés nord-américains des actions ont affiché une hausse de 3 % à 5 %, tandis qu'au Japon l'indice TOPIX a légèrement reculé. Au quatrième trimestre de 2009, le rendement global des marchés des actions a généré des gains hors trésorerie de 393 millions de dollars liés aux garanties des fonds distincts et de 42 millions de dollars répartis entre les revenus d'honoraires capitalisés sur les produits d'assurance vie universelle à capital variable et l'appréciation des actions à l'appui des provisions mathématiques. Ces gains ont été en partie contrebalancés par d'autres pertes de valeur durables et des pertes réalisées sur actions classées comme disponibles à la vente de 29 millions de dollars dans le secteur Services généraux et autres.

Au cours du trimestre, les taux d'intérêt des obligations gouvernementales et des obligations de société ont augmenté mais les écarts se sont rétrécis, ce qui a entraîné un gain hors caisse d'environ 110 millions de dollars au quatrième trimestre. Les variations de taux d'intérêt, y compris les écarts, ont une incidence sur l'évaluation actuarielle des contrats en vigueur, parce qu'elles modifient le rendement prévu futur sur le placement des flux de trésorerie nets futurs.

Au quatrième trimestre, les recouvrements de pertes sur créances ont été plus importants que les pertes de valeur, entraînant des recouvrements nets de 4 millions de dollars. En outre, les recouvrements nets sur placements privés en actions se sont chiffrés à 5 millions de dollars.

Les gains mentionnés plus haut ont été en partie contrebalancés par des reculs, liés à nos hypothèses de croissance, de la valeur d'expertise de biens immobiliers, de terrains forestiers et de terres agricoles de 171 millions de dollars, ainsi que par des charges pour déclassements de créances de 31 millions de dollars qui sont présentées à titre de hausse des provisions techniques.

D'autres gains liés aux résultats techniques de 65 millions de dollars comprennent l'incidence, sur l'évaluation des provisions mathématiques, de nos activités d'investissement réelles pendant la période. Nous avons investi dans des placements à rendement fixe dans une plus grande proportion que celle supposée dans l'évaluation de nos provisions mathématiques. La méthode d'évaluation comprenait les rendements sur les nouveaux placements à rendement fixe, mais assurait aussi la mise à jour des hypothèses d'évaluation pour refléter la proportion moindre de placements à rendement variable à l'avenir. Dans l'ensemble, le résultat s'est traduit par un gain lié aux placements à rendement fixe, en partie contrebalancé par une charge liée à l'hypothèse de placements à rendement variable moins importants à l'avenir.

Au quatrième trimestre, une charge de 147 millions de dollars a été inscrite pour tenir compte de l'amélioration des modèles de méthodes actuarielles modifiées antérieurement. Comme il a été mentionné dans le rapport du troisième trimestre, l'examen annuel des méthodes et hypothèses actuarielles a été finalisé au cours de ce trimestre. Aucune autre hypothèse importante n'a été mise à jour au cours du quatrième trimestre.

Au cours du trimestre, le gouvernement de l'Ontario a annoncé une réduction des impôts sur les bénéfices des sociétés et l'harmonisation avec la taxe de vente fédérale, entraînant une passation en charges de 101 millions de dollars. La réduction des taux d'imposition s'est traduite par une passation en charges non récurrente de 30 millions de dollars en raison de la position nette de l'actif d'impôts futurs de la Société de même que de l'incidence de l'évaluation des provisions mathématiques de 71 millions de dollars. L'harmonisation avec la taxe de vente fédérale a entraîné une légère réduction des rendements supposés dans l'évaluation des passifs des fonds distincts et, par conséquent, s'est aussi traduite par la passation en charges d'un montant peu important.

Le taux d'imposition effectif d'ensemble du trimestre s'est établi à 14 %. Les taux d'imposition varient d'une filiale à l'autre et, par conséquent, le taux d'imposition effectif d'ensemble variera en fonction du bénéfice ou de la perte avant impôts sur les bénéfices de chaque filiale.

#### ***Quatrième trimestre de 2008 :***

Au quatrième trimestre de 2008, la Société a présenté une perte nette imputée aux actionnaires de 1 870 millions de dollars. C'est durant cette période que les marchés des actions mondiaux ont accusé une baisse de plus de 20 %, et la Société a engagé des charges sans effet sur la trésorerie liées aux garanties de ses fonds distincts de 2 407 millions de dollars, d'autres charges liées aux activités sur les marchés des actions de 513 millions de dollars et un montant de 158 millions de dollars pour dépréciation durable, ainsi que des moins-values du portefeuille d'actions du secteur Services généraux et autres. Les dépréciations du crédit et les déclassements de créances se sont établis à 128 millions de dollars. Ces charges ont été en partie contrebalancées par un bénéfice de 313 millions de dollars lié à des modifications apportées aux méthodes et aux hypothèses actuarielles. La Société a aussi dû composer avec deux éléments importants de nature fiscale. Les provisions relatives aux placements dans des baux adossés ont été haussées de 181 millions de dollars et ont été contrebalancées par des gains au Canada attribuables à l'incidence sur les provisions techniques des modifications prévues de la législation fiscale canadienne régissant les sociétés d'assurance en matière de comptabilité à la juste valeur.

#### **Bénéfice normalisé et bénéfice d'exploitation rajusté**

À la rubrique «Bénéfice normalisé» de notre rapport du deuxième trimestre, nous avons présenté de l'information prospective à l'égard de ce bénéfice, qui constitue une mesure non conforme aux PCGR. Dans le présent rapport et celui du troisième trimestre, nous avons comparé notre bénéfice normalisé estimatif au 30 juin 2009 avec le bénéfice d'exploitation rajusté des troisième et quatrième trimestres, compte non tenu des éléments que nous avons exclus de notre calcul du bénéfice normalisé estimatif au 30 juin 2009. Pour plus de clarté, dans ce rapport et les suivants, nous utiliserons le terme « bénéfice d'exploitation rajusté estimatif »,

une mesure financière non conforme aux PCGR. Toutefois, le bénéfice d'exploitation rajusté et le bénéfice d'exploitation rajusté futur estimatif présentés dans le présent rapport et celui du troisième trimestre ont été calculés de la même manière que le bénéfice normalisé estimatif présenté dans le rapport du deuxième trimestre.

#### **Comparaison avec le bénéfice d'exploitation rajusté réel du quatrième trimestre**

Notre estimation du bénéfice d'exploitation rajusté pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 excluait les éléments qui suivent dont nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'incidence nette de manière fiable : les gains et pertes liés aux actions (si ces gains et pertes réels sont différents de ceux qui sont prévus dans nos estimations présentées dans la note 3) du tableau « Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR » ci-après); les gains sur notre portefeuille d'actions disponibles à la vente qui n'ont pas été réalisés; les intérêts et autres gains ou pertes liés aux placements; le crédit; les dépréciations durables et les déclassements; les gains et pertes liés aux résultats techniques; les provisions pour charges fiscales relatives aux placements dans des baux adossés; d'autres éléments d'ordre fiscal tels que l'issue des appels en matière d'impôt et les modifications des taux d'imposition; enfin, les changements des méthodes et hypothèses actuarielles.

Au quatrième trimestre, le bénéfice d'exploitation rajusté se chiffrait à 781 millions de dollars, conformément à notre estimation qui le situait entre 750 et 850 millions de dollars pour chacun des trimestres à venir de 2009 et de 2010.

#### **Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR**

Le tableau suivant rapproche le bénéfice d'exploitation rajusté et notre bénéfice net présenté au quatrième trimestre :

(en millions de \$ CA)

<b>Bénéfice net attribué aux actionnaires présenté</b>	<b>868</b>
<b>Éléments exclus du bénéfice d'exploitation rajusté :</b>	
Gains (pertes) liés aux résultats techniques parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable différent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques <sup>1</sup>	
Recouvrements nets de pertes sur créances de 6 millions de dollars et charges liées aux déclassements de créances de 31 millions de dollars <sup>2</sup>	(25)
Recouvrements sur placements privés en actions	12
Immeubles, terrains forestiers et terres agricoles – variation de la juste valeur liée aux hypothèses relatives aux provisions mathématiques	(171)
Appréciation des marchés des actions, principalement à l'égard des provisions mathématiques relatives aux garanties de fonds distincts <sup>3</sup>	435
Incidence de la variation des taux d'intérêt sur l'évaluation des provisions mathématiques	110
Autres <sup>4</sup>	65
Moins-value nette du secteur Services généraux et autres – dépréciations durables et pertes réalisées sur titres disponibles à la vente (29 millions de dollars); diminution de valeur de placements privés (7 millions de dollars) et dépréciations du crédit (2 millions de dollars)	(38)
Pertes nettes liées aux résultats techniques	(7)
Amélioration des modèles des méthodes actuarielles modifiées antérieurement	(147)
Variation nette des changements apportés à la législation fiscale de l'Ontario, y compris l'incidence sur les provisions mathématiques	(101)
Fluctuations de change <sup>5</sup>	(46)
<b>Total des éléments exclus</b>	<b>87</b>
<b>Bénéfice d'exploitation rajusté</b>	<b>781</b>

<sup>1)</sup> Comme il est mentionné dans nos conventions comptables, les provisions mathématiques correspondent au montant qui, ajouté aux primes futures estimatives et aux revenus de placements nets, couvre les montants estimatifs futurs relatifs aux prestations, aux participations aux excédents et aux bonifications, aux impôts et taxes (autres que les impôts sur les bénéfices) et aux charges liées aux contrats en vigueur. En vertu des PCGR du Canada, le calcul des provisions techniques est fondé sur une projection explicite des flux de trésorerie à partir des hypothèses courantes les plus probables pour chaque composante importante des flux de

trésorerie et chaque éventualité notable. Le rendement des placements est projeté à l'aide des portefeuilles de placement actuels et des stratégies prévues de réinvestissement. Chaque hypothèse est rajustée selon une marge pour écarts défavorables. En raison de cette méthode, les gains et pertes liés aux résultats techniques surviennent lorsque les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques.

- 2) Les pertes sur créances et déclassés de créances des éléments du passif excluent l'incidence, sur le bénéfice, des hypothèses prévues liées aux provisions mathématiques. Le montant prévu est présenté dans les autres résultats techniques liés aux marchés et aux placements.
- 3) Le bénéfice d'exploitation rajusté exclut l'incidence, sur le bénéfice, des fluctuations des marchés des actions qui diffèrent de nos hypothèses les plus probables, soit une croissance de 7,25 % par année au Canada, de 8,0 % par année aux États-Unis, de 5,0 % par année au Japon et de 9,5 % par année à Hong Kong. Aux fins des évaluations actuarielles, ces rendements sont réduits par les provisions pour écarts défavorables afin de déterminer les rendements nets utilisés dans l'évaluation.
- 4) Les autres gains liés aux résultats techniques de 65 millions de dollars comprennent l'incidence de l'évaluation de provisions mathématiques sur nos activités d'investissement réelles au cours de la période. Nous avons investi dans une proportion plus importante dans des placements à rendement fixe que ce qui avait été supposé dans l'évaluation de nos provisions mathématiques. La méthodologie d'évaluation intégrait les rendements sur les nouveaux placements à rendement fixe, mais faisait aussi une mise à jour des hypothèses d'évaluation pour refléter une proportion moindre de placements à rendement variable à l'avenir. Le résultat global s'est traduit par un gain lié aux placements à rendement fixe, en partie contrebalancé par une charge liée à la sous-estimation des placements à rendement fixe à l'avenir.
- 5) Le bénéfice d'exploitation rajusté ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations de change survenues depuis le 30 juin 2009, date à laquelle nous avons établi notre estimation. Depuis ce temps, le dollar canadien s'est raffermi et la valeur d'un dollar américain est passée de 1,1625 \$ CA au 30 juin 2009 à 1,0466 \$ CA au 31 décembre 2009. Le taux de change quotidien moyen s'est situé à 1,0562 \$ CA pour un dollar américain au cours du trimestre. Ce recul a entraîné une baisse du bénéfice net présenté de 46 millions de dollars pour le trimestre. Ce raffermissement a causé la diminution de 46 millions de dollars du bénéfice d'exploitation rajusté par rapport à notre estimation antérieure.

### ***Bénéfice d'exploitation rajusté estimatif pour 2010***

Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, y compris la volatilité des marchés des actions et des taux d'intérêt, de l'incidence de cette conjoncture sur le crédit et d'autres facteurs, nous présentons de l'information prospective pour tous les trimestres de 2010 à l'égard de ce que nous appelons le bénéfice d'exploitation rajusté. Nous estimons que le bénéfice d'exploitation rajusté se situera entre 750 millions de dollars et 850 millions de dollars par trimestre en 2010 selon les taux de change en vigueur au 30 juin 2009. Comme il est mentionné dans le tableau plus haut intitulé « Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR », au cours du quatrième trimestre, le dollar canadien s'est raffermi comparativement à l'hypothèse du 30 juin 2009. Ce raffermissement a causé la diminution de 46 millions de dollars du bénéfice net attribué aux actionnaires comparativement au bénéfice d'exploitation rajusté. Toutefois, nous ne pouvons estimer les taux de change de 2010 de manière fiable et, par conséquent, nous avons continué d'utiliser les taux de change en vigueur au 30 juin 2009 pour calculer nos estimations du bénéfice d'exploitation rajusté par trimestre pour 2010. Si nous avons utilisé les taux de change en vigueur au 31 décembre 2009, notre bénéfice d'exploitation rajusté estimatif par trimestre pour 2010 se serait situé entre 700 et 800 millions de dollars. Les pertes sur créances ont dépassé nos attentes à long terme, et la variation de la juste valeur de nos actifs à rendement variable a fait reculer les hypothèses relatives aux placements à l'égard des provisions mathématiques. Nous ne pouvons prédire de manière fiable l'incidence des rendements du crédit ou des titres à rendement fixe en 2010, et nous avons par conséquent continué d'utiliser nos hypothèses à long terme pour établir le bénéfice d'exploitation rajusté estimatif de 2010. Le bénéfice d'exploitation rajusté estimatif suppose un rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires d'environ 11 %. Ce pourcentage a été mis à jour par rapport à l'estimation du deuxième trimestre de 2009, fixée à 12 %, pour refléter l'émission d'actions ordinaires du quatrième trimestre de 2009.

L'information figurant dans la présente rubrique constitue de l'information prospective et doit être lue avec la rubrique intitulée « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs ». Cette information ne doit pas être considérée comme des prévisions en matière de bénéfice, principalement parce qu'il est impossible de prévoir le comportement des marchés à court terme et que le bénéfice d'exploitation rajusté exclut des éléments qui sont inclus dans le bénéfice net ou la perte nette déterminés selon les PCGR. Les estimations de bénéfice d'exploitation rajusté reposent sur des hypothèses, touchant notamment notre portefeuille d'affaires, la croissance des marchés des actions comme indiqué dans la note 3) du tableau « Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR », les taux de change peu différents de ceux du 30 juin 2009 et d'autres hypothèses conformes à nos meilleures estimations actuarielles à l'égard des résultats techniques et du rendement des placements. Sont exclus, par conséquent, des éléments tels que les gains et pertes liés aux résultats techniques parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres

à rendement variable différent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques (les hypothèses touchant les actions sont décrites à la note 3) du tableau « Rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR » ci-dessus); les pertes sur créances et les dépréciations durables en ce qui a trait aux actifs du secteur Services généraux et autres; les gains et pertes liés aux résultats techniques; les provisions pour charges fiscales relatives aux placements dans des baux adossés; la résolution de positions fiscales incertaines par suite d'ententes ou de la clôture d'années d'imposition; la modification des taux d'imposition; la modification des conventions comptables; et la modification des méthodes et hypothèses actuarielles. Sont toutefois inclus les gains, mais non les pertes nettes ni les autres dépréciations, réalisés sur les actifs disponibles à la vente. Nous effectuons des rajustements au titre de ces éléments parce qu'ils ont une incidence sur la comparaison de nos résultats financiers et qu'ils pourraient fausser l'analyse des tendances en matière de rentabilité. Nous ne pouvons pas prédire avec exactitude l'incidence nette de ces éléments, et les rajustements effectués ne signifient pas que ces éléments sont ponctuels.

Les résultats trimestriels réels présentés différeront du bénéfice d'exploitation rajusté estimatif par suite de toute variation des facteurs indiqués ci-dessus. Des renseignements supplémentaires à l'égard des autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur le bénéfice d'exploitation rajusté et les résultats réels sont présentés dans la section intitulée « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, dans les sections intitulées « Gestion du risque » et « Principales conventions comptables et actuarielles » du rapport de gestion figurant dans nos plus récents rapports annuel et intermédiaires et dans la note afférente aux états financiers consolidés intitulée « Gestion des risques » de nos plus récents rapports annuel et intermédiaires.

### **Résultat par action et rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires<sup>9</sup>**

Le résultat dilué par action ordinaire du quatrième trimestre s'est établi à 0,51 \$ contre une perte par action de 1,24 \$ pour le quatrième trimestre de 2008. Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires s'est élevé à 13,1 % (contre - 28,9 % pour le même trimestre de 2008).

Pour l'exercice, le résultat dilué par action s'est établi à 0,82 \$ contre 0,32 \$ en 2008. Pour l'exercice 2009, le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires a été de 5,2 % en regard de 2,0 % à l'exercice précédent.

### **Primes et dépôts<sup>10</sup>**

Le total des primes et dépôts du secteur Assurance a été de 6,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2009, contre 5,6 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 28 % en devises constantes. L'augmentation a découlé d'un dépôt de 910 millions de dollars américains reçu de notre ancienne coentreprise lorsque le secteur de l'assurance soins de longue durée de John Hancock est devenu le seul assureur du régime d'assurance soins de longue durée fédéral (*Federal Long-Term Care Insurance Program*) des États-Unis, de même que de la croissance des contrats en vigueur.

Les dépôts relatifs aux produits de gestion de patrimoine, compte non tenu des rentes à capital variable, se sont chiffrés à 8,1 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 9,0 milliards de dollars à la même période de l'exercice précédent. En raison de variation des taux de change, ce recul, exprimé en dollars canadiens, se traduit par une augmentation de 1 % en devises constantes. Les augmentations des dépôts du secteur Régimes de retraite de John Hancock, du secteur Fonds communs de placement de John Hancock et de la Gestion de patrimoine, Individuelle, y compris les souscriptions de fonds communs de placement au Canada, ont été en grande partie contrebalancées par la baisse des nouveaux dépôts dans les comptes de placement autogérés institutionnels et des ventes de produits à rendement fixe de John Hancock.

<sup>9</sup> Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>10</sup> Les primes et dépôts sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

Les primes et dépôts du secteur Rentes à capital variable ont été de 1,9 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2009, contre 4,9 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 59 % en devises constantes.

### Fonds gérés<sup>11</sup>

Le total des fonds gérés s'établissait à 439,6 milliards de dollars au 31 décembre 2009, en hausse par rapport à 404,5 milliards de dollars un an plus tôt. L'augmentation de 35,1 milliards de dollars a été entraînée par des flux de trésorerie positifs liés aux titulaires de contrats de 21 milliards de dollars, des revenus de placements et des gains liés aux marchés sur des actifs gérés de 63,2 milliards de dollars et des émissions de fonds propres de 4,3 milliards de dollars, comme il est décrit à la rubrique ci-après. Nous avons aussi procédé à l'émission de 1,6 milliard de dollars de billets à moyen terme et au remboursement du solde de 2,0 milliards de dollars sur notre facilité de crédit. La croissance des fonds gérés comprend aussi l'acquisition du portefeuille de fonds de placement destinés aux particuliers d'AIC Limitée, conclue en septembre 2009, une opération qui a ajouté 3,8 milliards de dollars aux actifs de fonds communs de placement gérés. Ces hausses ont été en partie neutralisées par le raffermissement du dollar canadien dont l'incidence négative a été de 55,4 milliards de dollars.

### Capital<sup>12</sup>

Le capital total s'élevait à 33,2 milliards de dollars au 31 décembre 2009, soit 2,3 milliards de dollars de plus que les 30,9 milliards de dollars constatés au 31 décembre 2008. Les émissions de fonds propres ont totalisé 4,3 milliards de dollars, soit 2,5 milliards de dollars d'actions ordinaires, 0,8 milliard de dollars d'actions privilégiées et 1,0 milliard de dollars de billets novateurs admissibles à titre de fonds propres de catégorie 1. Les fonds propres ont aussi augmenté en raison de gains latents nets de 1,1 milliard de dollars sur actifs disponibles à la vente, et d'un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars. Ces hausses ont été en partie neutralisées par le raffermissement du dollar canadien, soit une incidence négative de 3,4 milliards de dollars, et le versement en espèces de 1,1 milliard de dollars de dividendes aux actionnaires.

Au 31 décembre 2009, la SFM avait achevé avec succès la réorganisation de certaines de ses filiales américaines, de sorte que toutes les sociétés américaines d'assurance vie en exploitation sont maintenant des filiales de Manufacturers. Cette fusion permet de rationaliser les fonds propres, d'améliorer l'efficacité opérationnelle, de stabiliser les ratios de fonds propres et de diversifier le profil de risque de Manufacturers et des filiales américaines. La réorganisation s'est traduite par une réduction d'environ 25 points de pourcentage du Montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (« MMRPCE ») de Manufacturers ainsi que par une diminution de la sensibilité de Manufacturers aux rendements des actions.

Les fonds propres réglementaires de Manufacturers, soit le ratio MMRPCE, compte tenu de la réorganisation, s'est établi à 240 % au 31 décembre 2009, ou une augmentation de 6 points par rapport à 234 % au 31 décembre 2008. Cette hausse est attribuable aux apports de fonds propres de la SFM en faveur de Manufacturers, en partie contrebalancés par la croissance des activités et l'incidence de la réorganisation de filiales américaines analysée plus haut.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR DIVISION

### Assurance – É.-U.

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<b>T4 09</b>	<b>T3 09</b>	<b>T4 08</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	(117)	(601)	36	(1 441)	779
Primes et dépôts (en millions)	3 034	2 020	2 106	8 909	7 149
Fonds gérés (en milliards)	66,6	66,3	70,3		

<sup>11</sup> Les fonds gérés sont une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ci-après.

<sup>12</sup> Le capital est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ci-après.

<i>Dollars américains</i>	<b>Résultats trimestriels</b>			<b>Exercices terminés en</b>	
	<b><u>T4 09</u></b>	<b><u>T3 09</u></b>	<b><u>T4 08</u></b>	<b><u>2009</u></b>	<b><u>2008</u></b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	(111)	(547)	30	(1 273)	757
Primes et dépôts (en millions)	2 874	1 838	1 739	7 914	6 686
Fonds gérés (en milliards)	63,6	61,8	57,4		

L'Assurance – É.-U. a présenté une perte nette imputée aux actionnaires de 111 millions de dollars américains au quatrième trimestre de 2009, comparativement à un bénéfice net de 30 millions de dollars américains au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprennent des pertes nettes liées aux résultats techniques de 151 millions de dollars américains (93 millions de dollars américains en 2008) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, la baisse du bénéfice a été de 83 millions de dollars, surtout en raison du poids accru des affaires nouvelles chez John Hancock Life et de résultats techniques défavorables en assurance soins de longue durée de John Hancock.

Pour l'exercice, la perte nette imputée aux actionnaires s'est établie à 1 273 millions de dollars américains, par rapport à un bénéfice net de 757 millions de dollars américains à l'exercice précédent. Ces montants comprennent les pertes nettes liées aux résultats techniques décrits plus haut de 1 483 millions de dollars américains en 2009 (gains de 258 millions de dollars américains en 2008).

Les primes et dépôts du trimestre ont été de 2,9 milliards de dollars américains, soit 1,1 milliard de dollars ou 65 % de plus qu'au quatrième trimestre de 2008, surtout en raison d'un dépôt de 910 millions de dollars américains reçu lorsque le secteur de l'assurance soins de longue durée de John Hancock est devenu, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009, le seul assureur du régime d'assurance soins de longue durée fédéral. Avant cette date, seule la moitié du régime était administrée par John Hancock. Compte non tenu de ce transfert, les primes et dépôts ont augmenté de 13 %, surtout en raison de la hausse des primes liées aux contrats d'assurance vie universelle.

Au 31 décembre 2009, les fonds gérés étaient de 63,6 milliards de dollars américains, en hausse de 11 % par rapport au 31 décembre 2008, en raison de la croissance des activités, de l'augmentation de la valeur de marché de l'actif net des fonds distincts et du transfert mentionné plus haut des actifs liés au régime d'assurance soins de longue durée fédéral.

### ***Gestion de patrimoine – É.-U.***

<i>Dollars canadiens</i>	<b>Résultats trimestriels</b>			<b>Exercices terminés en</b>	
	<b><u>T4 09</u></b>	<b><u>T3 09</u></b>	<b><u>T4 08</u></b>	<b><u>2009</u></b>	<b><u>2008</u></b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	671	593	(1 314)	2 186	(921)
Primes et dépôts (en millions)	6 727	7 169	9 217	30 513	35 412
Fonds gérés (en milliards)	177,4	176,5	163,9		

<i>Dollars américains</i>	<b>Résultats trimestriels</b>			<b>Exercices terminés en</b>	
	<b><u>T4 09</u></b>	<b><u>T3 09</u></b>	<b><u>T4 08</u></b>	<b><u>2009</u></b>	<b><u>2008</u></b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	635	541	(1 085)	2 000	(694)
Primes et dépôts (en millions)	6 370	6 531	7 606	26 670	33 346
Fonds gérés (en milliards)	169,5	164,6	133,9		

La Gestion de patrimoine – É.-U. a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 635 millions de dollars américains au quatrième trimestre de 2009, comparativement à une perte nette de 1 085 millions de

dollars américains au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprennent des gains nets liés aux résultats techniques de 490 millions de dollars américains (perte de 1 307 millions de dollars américains en 2008) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, la baisse du bénéfice a été de 77 millions de dollars américains en raison d'un certain nombre d'éléments mineurs comme les coûts liés à la couverture de la presque totalité des nouvelles affaires de 2009 et d'une tranche de celles des exercices précédents, les contrats de rente à capital variable en vigueur de même que les écarts fiscaux permanents moins élevés qu'en 2008.

Le bénéfice net attribué aux actionnaires de l'exercice s'est établi à 2 000 millions de dollars américains, en regard d'une perte nette de 694 millions de dollars américains à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice comprennent les gains nets liés aux résultats techniques décrits plus haut de 1 339 millions de dollars américains en 2009 (pertes de 1 513 millions de dollars américains en 2008).

Les primes et dépôts du trimestre, exclusion faite des rentes à capital variable, se sont chiffrés à 5,6 milliards de dollars américains. C'est 7 % de plus que les 5,3 milliards de dollars américains enregistrés pour la même période en 2008. Le rendement favorable des marchés des actions et l'amélioration de la conjoncture économique se sont traduits par une augmentation des primes et des dépôts découlant de ventes plus importantes dans le secteur de la gestion d'actifs de John Hancock, partiellement compensée par la baisse des souscriptions de produits à rendement fixe de l'entreprise. Les primes et dépôts des rentes à capital variable se sont établis à 0,7 milliard de dollars américains, une baisse importante par rapport au 2,3 milliards de dollars américains présentés au quatrième trimestre de 2008 en raison de mesure continues de gestion du risque.

Les fonds gérés se sont établis à 169,5 milliards de dollars américains, une hausse de 27 % par rapport aux 133,9 milliards de dollars américains enregistrés au 31 décembre 2008. L'augmentation a découlé de la vigueur des flux de trésorerie nets liés aux titulaires de contrats et des rendements sur placements, contrebalancés en partie par les échéances programmées de 2,5 milliards de dollars américains dans le secteur des produits à rendement fixe de John Hancock au cours des 12 derniers mois.

## Division canadienne

### *Dollars canadiens*

	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	384	113	(13)	745	656
Primes et dépôts (en millions)				16	16
Fonds gérés (en milliards)	4 096	4 075	4 505	917	379
	102,7	101,1	82,3		

La Division canadienne a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 384 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2009, contre une perte nette de 13 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprennent des gains nets liés aux résultats techniques de 53 millions de dollars (pertes nettes de 493 millions de dollars en 2008) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Les deux exercices comprennent des gains découlant de changements aux lois fiscales. Les modifications apportées aux taux d'imposition des sociétés en Ontario, déduction faite de l'incidence prévue, sur les garanties des fonds distincts, de l'harmonisation des taxes de ventes provinciales et de la taxe fédérale sur les produits et services dans certaines provinces, ont entraîné une hausse du bénéfice de 30 millions de dollars en 2009. Le bénéfice net de 2008 englobait un gain de 181 millions de dollars découlant de la comptabilisation de l'incidence sur les provisions mathématiques des modifications de la législation fiscale canadienne régissant les sociétés d'assurance en matière de comptabilité à la juste valeur.

Compte non tenu des éléments cités plus haut, le bénéfice net attribué aux actionnaires pour le quatrième trimestre de 2009 a été conforme à celui de 2008 puisque la croissance des activités, découlant de la gestion de patrimoine et de la Banque Manuvie, a été freinée par un taux de déchéance élevé en assurance individuelle et par le coût des couvertures du risque lié aux actions des nouvelles rentes à capital variable assorties d'une garantie et d'une tranche des rentes en vigueur, ainsi que par la diminution de l'intérêt affecté à l'excédent d'actif. La Division a en outre obtenu un recouvrement d'impôt net au cours du trimestre, parce qu'une partie des gains décrits plus haut était soumise à des taux d'imposition moins élevés que les pertes liées aux résultats techniques connexes.

Le bénéfice net attribué aux actionnaires pour l'exercice est de 745 millions de dollars, contre 656 millions de dollars en 2008. Le bénéfice net comprend les pertes nettes liées aux résultats techniques décrit plus haut de 327 millions de dollars en 2009 et de 549 millions de dollars en 2008.

Les primes et dépôts, compte non tenu des rentes à capital variable, se sont établis à 3,2 milliards de dollars pour le trimestre, en hausse de 5 % en regard de l'exercice précédent. L'augmentation a découlé de dépôts plus élevés dans les fonds communs de placement, qui ont doublé depuis l'exercice précédent, reflétant la confiance accrue des consommateurs en raison de l'amélioration du rendement des fonds, du maintien de souscriptions de produits de détail à rendement fixe solides et de la croissance des souscriptions de l'Assurance collective. Les primes et dépôts liés aux produits de rente à capital variable se sont chiffrés à 0,9 milliard de dollars pour l'exercice, contre 1,4 milliard de dollars il y a un an.

Les fonds gérés se sont accrus de 25 %, soit de 20,4 milliards de dollars, pour s'établir à 102,7 milliards de dollars au 31 décembre 2009. Les fortes souscriptions de produits à rendement fixe et les souscriptions nettes positives dans les fonds distincts, jumelées à l'incidence favorable de l'appréciation des marchés, ont fortement contribué à l'augmentation depuis le dernier exercice. La poursuite de l'essor de Manuvie Un a entraîné un accroissement de 21 % de l'actif investi de la Banque Manuvie. De plus, l'acquisition, conclue en septembre 2009, du portefeuille de fonds de placement destinés aux particuliers d'AIC Limitée, a ajouté 3,8 milliards de dollars à l'actif géré des fonds communs de placement à cette date.

## Division Asie et Japon

### *Dollars canadiens*

	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	291	417	(440)	1 739	177
Primes et dépôts (en millions)	2 036	1 949	2 320	9 308	9 749
Fonds gérés (en milliards)	57,2	58,4	50,0		

### *Dollars américains*

	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	274	380	(363)	1 530	243
Primes et dépôts (en millions)	1 926	1 775	1 913	8 109	9 220
Fonds gérés (en milliards)	54,7	54,5	40,8		

La Division Asie et Japon a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 274 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2009, contre une perte de 363 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprennent des pertes nettes liées aux résultats techniques de 9 millions de dollars américains (568 millions de dollars américains en 2008) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, l'augmentation du bénéfice s'est chiffrée à 79 millions de dollars américains, en raison d'un bénéfice plus élevé que prévu découlant des contrats de rente à capital variable en vigueur au Japon et de la croissance des contrats d'assurance et de gestion de patrimoine en vigueur dans la région.

Pour l'exercice, le bénéfice net attribué aux actionnaires s'est établi à 1 530 millions de dollars américains, contre 243 millions de dollars américains à l'exercice précédent. Ces montants comprennent les gains nets liés aux résultats techniques décrits plus haut de 355 millions de dollars américains en 2009 (pertes de 539 millions de dollars américains en 2008).

Les primes et dépôts du trimestre, exclusion faite de ceux se rapportant aux rentes à capital variable, se sont établis à 1,7 milliard de dollars américains, en hausse de 25 % par rapport aux 1,4 milliard de dollars constatés au quatrième trimestre de 2008. La croissance a découlé d'une hausse des primes d'assurance en raison d'affaires en vigueur plus importantes dans la plupart des territoires, de même que d'une amélioration de l'économie entraînant une augmentation des souscriptions de fonds communs de placement en Indonésie et des souscriptions en gestion de patrimoine à Hong Kong. Les primes et dépôts liés aux produits de rente à capital variable du trimestre ont atteint 0,2 milliard de dollars américains, soit 60 % de moins que les 0,6 milliard de dollars américains du trimestre correspondant de 2008.

Les fonds gérés se sont établis à 54,7 milliards de dollars américains au 31 décembre 2009, en hausse de 34 %, ou 13,9 milliards de dollars américains par rapport au 31 décembre 2008. Leur croissance a été stimulée par l'incidence favorable de l'amélioration de la tenue des marchés des actions dans les territoires au cours des 12 derniers mois, de même que par des rentrées nettes de 3,7 milliards de dollars américains provenant des titulaires de contrat.

## Division de réassurance

<i>Dollars canadiens (en millions)</i>	<b>Résultats trimestriels</b>			<b>Exercices terminés en</b>	
	<b><u>T4 09</u></b>	<b><u>T3 09</u></b>	<b><u>T4 08</u></b>	<b><u>2009</u></b>	<b><u>2008</u></b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	92	65	(14)	261	154
Primes	279	267	273	1 123	1 091
<i>Dollars américains (en millions)</i>	<b>Résultats trimestriels</b>			<b>Exercices terminés en</b>	
	<b><u>T4 09</u></b>	<b><u>T3 09</u></b>	<b><u>T4 08</u></b>	<b><u>2009</u></b>	<b><u>2008</u></b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	87	59	(11)	232	154
Primes	265	243	225	987	1 028

Le bénéfice net attribué aux actionnaires de la Division de réassurance au quatrième trimestre de 2009 s'est établi à 87 millions de dollars américains, contre une perte nette de 11 millions de dollars américains au même trimestre du dernier exercice. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprennent des gains nets liés aux résultats techniques de 3 millions de dollars américains (pertes de 70 millions de dollars américains en 2008) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable différent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, l'augmentation du bénéfice s'est établie à 25 millions de dollars américains, en grande partie en raison de bons résultats techniques en réassurance vie et de la hausse des primes des activités de réassurance IARD.

Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net attribué aux actionnaires s'est établi à 232 millions de dollars américains, contre 154 millions de dollars américains à l'exercice précédent. Ces montants pour la totalité de l'exercice comprennent les pertes nettes liées aux résultats techniques décrits plus haut de 51 millions de dollars américains en 2009 (86 millions de dollars américains en 2008).

Les primes du trimestre ont atteint 265 millions de dollars américains, soit 18 % de plus que les 225 millions de dollars américains du trimestre correspondant de 2008. Les primes de réassurance vie ont augmenté en

raison du vieillissement des titulaires de contrats, et les primes de l'International Group Program ont aussi augmenté grâce aux volumes plus élevés par client.

## Services généraux et autres

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels			Exercices terminés	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Perte nette imputée aux actionnaires (en millions)	(453)	(759)	(125)	(2 088)	(328)
Fonds gérés (en milliards)	33,0	31,5	35,0		

Les résultats des Services généraux et autres comprennent le bénéfice sur les actifs auxquels sont adossés les fonds propres, déduction faite des sommes affectées aux divisions d'exploitation, les modifications des méthodes et hypothèses actuarielles, les services externes de gestion de placements de la Division des placements et les activités d'assurance accident et maladie de John Hancock constituées principalement de contrats faisant l'objet d'un litige et d'éléments hors exploitation.

Les Services généraux et autres ont inscrit une perte nette imputée aux actionnaires de 453 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, comparativement à une perte nette de 125 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. La perte du trimestre considéré comprend une charge relative à l'amélioration des modèles des méthodes actuarielles modifiées de 147 millions de dollars et une charge liée au changement de taux d'imposition de l'Ontario de 131 millions de dollars. Les résultats de 2008 comprenaient un gain de 313 millions de dollars lié à des modifications apportées à des méthodes et hypothèses actuarielles, contrebalancé par une charge fiscale connexe de 181 millions de dollars relative aux placements dans des baux adossés.

Compte non tenu des éléments cités plus haut, la perte du trimestre considéré s'est établie à 175 millions de dollars, en regard de 257 millions de dollars en 2008. L'écart de 82 millions de dollars a surtout découlé de dépréciations durables moins importantes, en partie contrebalancées par le fait que les résultats techniques favorables des activités d'assurance accident et maladie de John Hancock présentés en 2008 ne se sont pas répétés.

Pour l'exercice, la perte nette imputée aux actionnaires s'est établie à 2 088 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 328 millions de dollars en 2008.

Les fonds gérés se sont établis à 33,0 milliards de dollars, une baisse de 6 %, ou 2,0 milliards de dollars par rapport au 31 décembre 2008. Les fonds gérés comprennent les actifs gérés par Gestion des placements mondiaux MFC au nom de clients institutionnels de 23,3 milliards de dollars au 31 décembre 2009, contre 24,0 milliards de dollars au 31 décembre 2008. L'augmentation découlant de l'appréciation du marché a été plus que contrebalancée par l'incidence d'un dollar canadien plus vigoureux.

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN ET ÉVENTUALITÉ FISCALE

La Société investit dans des baux adossés et a constitué des provisions pour parer à l'éventuel rejet du traitement fiscal et pour régler les intérêts exigibles sur les impôts en souffrance. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, nous avons comptabilisé des charges additionnelles s'élevant à 187 millions de dollars américains après impôts en rapport avec ces placements. Nous croyons toujours que les déductions dont nous nous sommes prévalus à l'égard de ces contrats étaient justifiées. Si tous les avantages fiscaux liés à nos baux adossés étaient annulés, la somme maximale à payer, après impôts et intérêts compris, correspondrait à un supplément de 284 millions de dollars américains au 31 décembre 2009, selon nos estimations.

La Société prévoit que le procès lié à cette affaire devant la cour de l'impôt aura lieu en 2011, et bien que nous soyons d'avis que nous pouvons invoquer des faits et circonstances convaincants distinguant notre cause

de celle d'autres contribuables, rien ne garantit que nous aurons gain de cause. Nous continuons de suivre et d'évaluer les faits et circonstances dans cette affaire. Après la fin de l'exercice, une nouvelle décision a été rendue contre un contribuable. Par conséquent, la Société évalue sa position en fonction de ces faits nouveaux, y compris la nécessité éventuelle de constituer une provision au premier trimestre de 2010.

## **GESTION DU RISQUE**

### **Aperçu**

La Financière Manuvie est une institution financière qui offre des produits et services en matière d'assurance, de gestion de patrimoine et de gestion d'actifs, ce qui expose la Société à une vaste gamme de risques. Nous gérons ces risques en fonction d'un cadre de gestion du risque utilisé à l'échelle de la Société. En gérant le risque, nous avons pour objectif d'optimiser de manière stratégique la prise de risques et la gestion du risque afin de soutenir la progression à long terme des revenus, du bénéfice et des fonds propres. La Société cherche à réaliser cet objectif en misant sur des occasions d'affaires qui sont alignées sur sa philosophie de prise de risques, sa tolérance au risque et ses attentes en matière de rendement, en relevant, mesurant et surveillant tous les risques pris et en exécutant des programmes de contrôle et de réduction des risques.

Des renseignements supplémentaires à l'égard de nos pratiques de gestion du risque et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur la Société sont présentés dans la section « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, dans les sections « Gestion du risque » et « Principales conventions comptables et actuarielles » du rapport de gestion figurant dans nos plus récents rapports annuel et intermédiaires et dans la note afférente aux états financiers consolidés intitulée « Gestion des risques » de nos plus récents états financiers consolidés annuels et intermédiaires.

### **Gouvernance des risques**

En réponse à l'évolution de l'environnement en matière de risque, le conseil d'administration a intensifié l'accent mis sur la supervision des risques, et a l'intention de continuer de le faire. Le conseil d'administration a scindé les fonctions de vérification et de gestion des risques du comité de vérification et de gestion des risques en créant un comité de gestion des risques distinct au sein du Conseil. La première réunion du comité de gestion des risques est prévue pour le 7 avril 2010, et la première réunion du nouveau comité de vérification sera tenue le 5 mai 2010. Le comité de divulgation de l'information existant est composé de membres de la haute direction qui font partie du conseil de direction de la Société. Au besoin, ce comité fera rapport au comité de gestion des risques et au comité de vérification. En janvier 2010, la Société a constitué un comité de divulgation des risques composé de membres dirigeants de la direction chargés de faire des recommandations à l'égard de la divulgation des risques au comité de divulgation de l'information.

### **Risque de marché et risque de taux d'intérêt**

En raison de la nature des activités d'assurance, les placements et les passifs d'assurance de même que les produits et les charges sont touchés par la variation des marchés et des taux d'intérêt. Par conséquent, la Société tient compte de ces risques dans ses efforts en vue de gérer les risques touchant ses positions d'actif et de passif. Collectivement, ces risques sont appelés risque de marché et de taux d'intérêt, soit le risque de perte découlant de variations défavorables des cours du marché, des taux d'intérêt hors risque et des écarts de taux.

La volatilité des cours du marché et la fluctuation des taux d'intérêt, y compris les écarts de taux, jumelée aux garanties des produits et aux options de retrait des titulaires de contrats, peuvent entraîner des rendements d'actifs insuffisants pour soutenir les provisions techniques et peuvent influencer sur la valeur des actifs du compte des fonds propres. Les niveaux de souscriptions et les pleins de conservation peuvent également être touchés par le rendement des marchés, les taux d'intérêt, l'inflation et la conjoncture économique en général, car ces facteurs influent sur le rendement de nos placements du fonds général, des fonds distincts et des fonds communs.

Nous évaluons le risque de marché et le risque de taux d'intérêt au moyen de diverses techniques et mesures qui sont chacune fonction des projections des flux de trésorerie de l'actif et du passif établies selon divers scénarios de taux d'intérêt et de cours du marché. Ces mesures comprennent les durations, les durations du taux clé, la convexité, les écarts de flux de trésorerie ainsi que la sensibilité de la valeur économique pour les

actionnaires, le bénéfice net attribué aux actionnaires et des ratios du capital réglementaires de même que notre bénéfice à risque et des mesures du capital économique.

À l'échelle de la Société, l'exposition de cette dernière au risque de marché découlant de chaque titre coté et d'autres placements à rendement variable ainsi que son exposition globale au risque de taux d'intérêt, y compris les écarts de taux, sont gérées en fonction de cibles en matière de capital économique, de capital réglementaire et de bénéfice à risque, nouvellement établies en 2009. En 2009, nous avons aussi établi de nouvelles politiques qui exigent de la direction qu'elle conçoive des plans de réduction des expositions au risque lié aux actions cotées et au risque de taux d'intérêt de manière à atteindre les cibles en matière de capital économique, de capital réglementaire et de bénéfice à risque en fonction de l'amélioration des marchés des actions ou de la hausse des taux d'intérêt jusqu'à des niveaux nous permettant de réaliser nos objectifs d'affaires. À l'égard des actions négociées sur le marché, ces objectifs couvrent le risque combiné découlant des garanties au titre des prestations de décès et des prestations du vivant hors bilan, des honoraires liés aux actifs et des placements du fonds général. À l'égard des autres placements à rendement variable, ces objectifs couvrent le risque combiné découlant des placements du fonds général dans les secteurs des immeubles, des terrains forestiers exploitables, des terres agricoles, du pétrole et du gaz et des placements privés en actions. À l'égard du risque de taux d'intérêt, ces objectifs couvrent l'exposition à la variation des taux d'intérêt généraux et des écarts de taux découlant des placements à rendement fixe du fonds général et des passifs auxquels ils sont associés.

### ***Mise en garde relative à l'exposition aux risques***

Les mesures d'exposition au risque présentées plus loin comprennent principalement la sensibilité de la valeur économique pour les actionnaires et du bénéfice net attribué aux actionnaires. Ces expositions au risque comprennent la sensibilité aux variations particulières des prix et des taux d'intérêt prévus à l'aide de modèles internes à une date en particulier, et sont évaluées en fonction d'un niveau de départ reflétant nos actifs et nos passifs à cette date et les facteurs actuariels, le rendement sur les placements et les activités de placement que nous entreprendrons à l'avenir. Les expositions au risque mesurent l'incidence de la variation d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Les résultats réels peuvent différer de manière importante de ces estimations, et ce, pour plusieurs raisons, y compris l'interaction entre ces facteurs lorsque plus d'un facteur varie, des variations des rendements actuariels et des placements et des hypothèses à l'égard des activités de placement futures, des écarts entre les faits réels et les hypothèses, des changements dans la combinaison des produits, les taux d'imposition effectifs et d'autres facteurs de marché, ainsi que les limites générales de nos modèles internes.

### ***Fonds général – Facteurs clés de risque***

Le risque de taux d'intérêt est présent dans notre fonds général principalement en raison de l'incertitude qui règne quant aux rendements futurs des placements qui seront faits à mesure que les primes périodiques seront reçues et au réinvestissement d'actifs échus en vue de les adosser à des passifs à plus long terme. Le risque de taux d'intérêt peut également découler des garanties de taux minimums et des options de retrait des produits dont le rendement des placements échoit généralement aux titulaires de contrats. Les fluctuations des taux d'intérêt ont une incidence à très long terme sur les flux de trésorerie, et c'est seulement sur toute la durée d'un passif que le gain ou la perte ultime lié(e) aux fluctuations des taux d'intérêt pourra être déterminé(e). Dans l'intervalle :

- S'il survient une baisse générale des taux d'intérêt, sans variation des écarts de taux entre les taux des obligations de sociétés et les taux des swaps, cette baisse se traduira par une réduction du rendement supposé sur les placements futurs utilisé aux fins de l'évaluation des provisions mathématiques, entraînant une augmentation de ces dernières et une passation en charges.
- S'il survient une augmentation générale des taux d'intérêt, sans variation des écarts de taux entre les taux des obligations de sociétés et les taux des swaps, cette augmentation se traduira par une baisse des provisions mathématiques et une augmentation du bénéfice.
- En outre, une diminution des écarts de taux entre les taux des obligations de sociétés et les taux des swaps entraînera une augmentation des provisions mathématiques et une passation en charges. Une augmentation de l'écart entre les taux des obligations de sociétés et les taux des swaps pourrait avoir l'incidence contraire.

- L'incidence de changements des taux d'intérêt et des écarts de taux peut être en partie contrebalancée par l'apport de modifications aux taux crédités sur des produits qui sont transférés au moyen de rendements sur les placements aux titulaires de contrats.

**Le risque de prix des marchés du fonds général** découle des placements dans des actions négociées en Bourse, des placements privés, des placements dans des immeubles, des terrains forestiers exploitables, des terres agricoles, ainsi que dans le secteur pétrolier et gazier et dans d'autres actifs à rendement variable. Dans la mesure où ces actifs servent d'appui aux provisions mathématiques, l'évaluation de la provision comprend les rendements prévus des placements de ces actifs. Dans la mesure où les rendements réels sont inférieurs aux rendements prévus, nos provisions mathématiques augmenteront, réduisant le bénéfice net et nos coefficients du capital réglementaire. Dans la mesure où ces actifs soutiennent notre compte de fonds propres, des pertes de valeur durables réduiront le bénéfice.

De plus, la stratégie de placement appliquée aux flux de trésorerie futurs aux fins de l'évaluation de la provision pour certains passifs à plus long terme comprend le placement d'une tranche précisée de flux de trésorerie futurs des contrats dans des actifs à rendement variable, jusqu'à un plafond égal à la tranche actuelle des titres à capital variable du portefeuille d'actifs soutenant ces passifs. Si nous n'étions pas en mesure d'investir la quantité présumée d'actifs à rendement variable, ou si nous choisissons de ne pas le faire, en raison de la non-disponibilité d'actifs convenables sur le marché, ou en raison de facteurs relatifs au capital, à la tolérance au risque ou autres, ou si la pondération d'actifs à rendement variable était autrement réduite, nous pourrions devoir augmenter nos provisions mathématiques, réduisant ainsi notre bénéfice net et notre coefficient de capital réglementaire.

#### ***Fonds général – Stratégies de gestion du risque***

Nous divisons nos provisions mathématiques et les actifs investis qui les soutiennent en trois grandes catégories comportant des mandats généraux de placement différents : i) passifs adossés à des mandats d'appariement; ii) passifs adossés à des mandats visant un rendement cible; et iii) expositions découlant des rentes à capital variable et des garanties de fonds distincts. Nous gérons de façon distincte les actifs du compte de fonds propres aux fins de réaliser un rendement cible à long terme, sous réserve des tolérances au risque établies.

Dans la première catégorie, les passifs adossés à des mandats d'appariement comprennent habituellement les obligations au titre des produits d'assurance et de gestion de patrimoine à prestation garantie qui devraient être payées dans la période où les placements à rendement fixe sont généralement disponibles sur le marché, et sont adossés à des placements à rendement fixe comportant généralement des échéances semblables, composés d'obligations, de prêts et de créances hypothécaires commerciales négociés sur le marché.

Dans la deuxième catégorie, les passifs adossés à des mandats visant un rendement cible comprennent les obligations au titre des produits d'assurance et de gestion de patrimoine à prestation garantie qui devraient être payées au-delà de la période où les placements à rendement fixe sont généralement disponibles sur le marché ainsi que les obligations liées à des produits dont le rendement des placements échoit généralement aux titulaires de contrats. En ce qui a trait aux produits d'assurance et de gestion de patrimoine comportant des prestations garanties qui devraient être versées bien après le moment où des actifs à rendement fixe sont habituellement disponibles sur le marché, nous gérons les actifs appuyant ces prestations à plus long terme dans le but de réaliser un rendement cible suffisant pour soutenir ces obligations relatives aux garanties pendant leur durée de vie, sous réserve des tolérances au risque établies, en investissant une tranche de ces actifs dans un panier diversifié d'actifs à rendement variable, le solde étant investi dans des portefeuilles de titres à rendement fixe. Nous créons nos produits d'assurance et de gestion de patrimoine à prestations garanties et fixons les primes et les taux d'intérêt crédités de façon à atténuer le risque que nos marges bénéficiaires visées ne soient pas atteintes. Ce programme pourrait ne pas donner les résultats escomptés.

Au cours de 2009, nous avons établi un plan de réduction de notre exposition au risque de taux d'intérêt découlant de nos produits assortis d'une garantie en vigueur gérés selon la stratégie de rendement cible. Ce plan comprend la couverture de tranches plus importantes de notre exposition au risque de taux d'intérêt lorsque nous sommes d'avis que nous pouvons réaliser nos objectifs d'affaires. De même, en réponse aux

changements de conjoncture de marché, la conception et la tarification de ces produits ont été, et continueront d'être, passées en revue et modifiées aux fins de maintenir le risque découlant de ces nouvelles activités dans la fourchette des tolérances établies et de réaliser des marges bénéficiaires acceptables à leur égard.

La deuxième catégorie comprend aussi des produits dont le rendement sur les placements est habituellement transféré aux titulaires de contrats. Nous gérons les actifs adossés à ces provisions mathématiques afin de réaliser un rendement cible conçu pour maximiser les dividendes ou les taux crédités, sous réserve des tolérances au risque établies, en investissant dans un panier d'actifs à rendement fixe et variable.

La troisième catégorie comprend le risque de placement du fonds général lié à nos provisions mathématiques au bilan établies au soutien du versement des garanties potentielles découlant des rentes à capital variable et des fonds distincts hors bilan. Ces passifs au bilan sont soutenus par des obligations cotées et des prêts comportant des profils d'échéance généralement appariés, sous réserve des obligations et des prêts disponibles sur le marché.

### **Fonds général – Mesures d'exposition au risque**

#### **a) Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires<sup>13</sup> du risque de taux d'intérêt lié au fonds général**

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires du risque de variation des taux d'intérêt des actifs et des passifs du fonds général est calculée comme la variation de la valeur nette actualisée des flux de trésorerie futurs liés aux actifs, aux primes, aux prestations et aux charges actualisés selon les rendements du marché pour les obligations affichant une notation de qualité en particulier et rajustés aux fins des impôts.

Le tableau ci-après illustre l'incidence potentielle sur la valeur économique pour les actionnaires d'une variation immédiate à la hausse ou à la baisse de 1 % des taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux des swaps, pour toutes les échéances et sur tous les marchés, sans variation des écarts de taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux de swaps, compte tenu d'un taux d'intérêt plancher de zéro.

Variation de 1 % des taux d'intérêt <sup>1</sup> (en millions de \$ CA)	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
<b>Mandats d'appariement</b>				
Assurance	140 \$	(200) \$	30 \$	(90) \$
Gestion de patrimoine	10	(10)	(10)	10
<b>Total des mandats d'appariement</b>	<b>150 \$</b>	<b>(210) \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>(80) \$</b>
<b>Mandats visant un rendement cible</b>				
Assurance	1 160 \$	(1 870) \$	690 \$	(1 130) \$
Gestion de patrimoine	100	(200)	10	(110)
Compte des capitaux propres	(400)	540	(370)	470
<b>Total des mandats visant un rendement cible</b>	<b>860 \$</b>	<b>(1 530) \$</b>	<b>330 \$</b>	<b>(770) \$</b>
Mandats visant des rentes à capital variable et obligations pour garanties des fonds distincts	90 \$	(130) \$	210 \$	(250) \$
<b>Total</b>	<b>1 100 \$</b>	<b>(1 870) \$</b>	<b>560 \$</b>	<b>(1 100) \$</b>

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

#### **b) Incidence de la variation de taux d'intérêt sur le bénéfice net attribué aux actionnaires**

L'incidence potentielle sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires découlant de la variation des provisions mathématiques du fonds général en raison d'une augmentation de 1 % des taux des obligations gouvernementales et de sociétés, et des taux des swaps, pour toutes les échéances, sans variation des écarts des taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux des swaps, est un gain estimatif d'environ 1 600 millions de dollars au 31 décembre 2009 (environ 1 100 millions de dollars au 31 décembre 2008). Dans le cas d'une diminution de 1 % des taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux des swaps, pour toutes les échéances, sans variation des écarts des taux des obligations

<sup>13</sup> L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ».

gouvernementales et de sociétés et des taux des swaps, et en supposant un taux d'intérêt plancher de zéro, cette incidence correspondrait à une perte d'environ 2 200 millions de dollars au 30 septembre 2009 (environ 1 300 millions de dollars au 31 décembre 2008).

La sensibilité du bénéfice net évalue l'incidence d'une variation des taux d'intérêt en vigueur mais, conformément à la méthode des provisions mathématiques, ne tient pas compte d'une variation des taux d'intérêt présumés pour les nouveaux placements effectués et les actifs cédés dans 20 ans ou plus. À l'égard des nouveaux placements ou actifs vendus au cours des 20 premières années, aux fins du calcul des provisions mathématiques, nous supposons que les taux d'intérêt futurs se situeront entre les taux d'intérêt actuellement en vigueur et les taux supposés après 20 ans. La sensibilité du bénéfice net suppose aussi qu'il n'y aura aucun gain ni perte réalisé(e) sur nos placements à rendement fixe désignés comme disponibles à la vente.

### c) Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires du risque de marché lié au fonds général

Les tableaux qui suivent présentent l'incidence possible, sur la valeur économique pour les actionnaires, d'une baisse de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des actions négociées sur le marché et d'autres actifs à rendement variable. Une augmentation de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des actions négociées sur le marché et des autres actifs à rendement variable aurait l'effet contraire.

Baisse de 10 % de la valeur de marché <sup>1</sup> (en millions de \$ CA)	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>
<b>Mandats visant un rendement cible</b>				
Assurance	(84) \$	(464) \$	(65) \$	(492) \$
Gestion de patrimoine	(8)	(117)	(10)	(135)
Compte de fonds propres	(171)	(76)	(174)	(72)
<b>Total</b>	<b>(263) \$</b>	<b>(657) \$</b>	<b>(249) \$</b>	<b>(699) \$</b>

<sup>1</sup>) Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2</sup>) Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

Baisse de 20 % de la valeur de marché <sup>1</sup> (en millions de \$ CA)	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>
<b>Mandats visant un rendement cible</b>				
Assurance	(168) \$	(928) \$	(130) \$	(984) \$
Gestion de patrimoine	(16)	(234)	(20)	(270)
Compte de fonds propres	(342)	(152)	(348)	(144)
<b>Total</b>	<b>(526) \$</b>	<b>(1 314) \$</b>	<b>(498) \$</b>	<b>(1 398) \$</b>

<sup>1</sup>) Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2</sup>) Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

Baisse de 30 % de la valeur de marché <sup>1</sup> (en millions de \$ CA)	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>
<b>Mandats visant un rendement cible</b>				
Assurance	(252) \$	(1 392) \$	(195) \$	(1 476) \$
Gestion de patrimoine	(24)	(351)	(30)	(405)
Compte de fonds propres	(513)	(228)	(522)	(216)
<b>Total</b>	<b>(789) \$</b>	<b>(1 971) \$</b>	<b>(747) \$</b>	<b>(2 097) \$</b>

<sup>1</sup>) Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2</sup>) Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

### d) Incidence sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque de marché du fonds général

L'incidence possible sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque découlant des actions négociées sur le marché et d'autres actifs à rendement variable à l'appui des provisions mathématiques d'une diminution

immédiate de 10 % de la valeur de marché des actions négociées sur le marché et des autres actifs à rendement variable est présentée dans le tableau qui suit. Cette incidence est fondée sur une incidence ponctuelle et ne comprend pas les éléments suivants : a) toute incidence possible sur la pondération des actifs à rendement variable; b) toute perte sur placements à rendement variable détenus dans le secteur Services généraux et autres; et c) toute perte sur placements à rendement variable détenus par la Banque Manuvie. Comme il est mentionné plus haut, si la pondération des actifs à rendement variable, à l'égard des actifs à l'appui des provisions mathématiques, diminue, nous pourrions être tenus d'augmenter nos provisions mathématiques, entraînant une réduction du bénéfice net.

Variation de la valeur de marché (en millions de \$ CA)	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>	Actions négociées sur le marché	Autres actifs à rendement variable <sup>2</sup>
Diminution de 10 %	(84) \$	(647) \$	(74) \$	(710) \$
Augmentation de 10 %	81 \$	639 \$	74 \$	703 \$

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2)</sup> Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

L'incidence, sur le bénéfice attribué aux actionnaires, d'une baisse de 20 % et de 30 % de la valeur de marché d'autres actifs à rendement variable n'est pas disponible actuellement, mais sera présentée dans notre rapport annuel.

### ***Produits hors-bilan – Principaux facteurs de risque***

Le risque de marché et le risque de taux d'intérêt découlent de nos produits hors bilan, principalement en raison des garanties qu'offrent les produits de rente à capital variable et d'assurance, ainsi qu'à l'incertitude entourant les niveaux futurs d'honoraires liés aux actifs. Les garanties portent sur les prestations de décès, la valeur à l'échéance, le revenu et les retraits des produits à capital variable. Une baisse persistante de la valeur des marchés des actions ou d'obligations pourrait vraisemblablement accroître le coût des garanties associées à nos produits à capital variable et réduire les revenus d'honoraires liés aux actifs. Une hausse soutenue de la volatilité des marchés des actions ou des fonds d'obligations, ou une baisse des taux d'intérêt, pourrait vraisemblablement entraîner une hausse des coûts de couverture des garanties fournies. Des détails portant sur nos contrats de rente à capital variable et d'assurance-vie à capital variable figurent ci-après.

### ***Produits hors-bilan – Stratégies de gestion du risque***

Nous cherchons à réduire le risque de marché et le risque de taux d'intérêt découlant des produits de rente à capital variable et d'assurance hors bilan par la conception de garanties de prestations, les limites imposées aux fonds offerts, l'utilisation de la réassurance et les opérations de couverture sur les marchés financiers. Nous avons travaillé à concevoir les garanties de prestations et les fonds que nous offrons de façon à respecter les limites d'exposition aux événements en nous fondant sur le capital économique et le capital réglementaire, et à atteindre les marges bénéficiaires cibles à la lumière de la conjoncture de marché actuelle. Nous passons régulièrement en revue et nous modifions les garanties de produits, les fonds offerts et les frais exigés afin de s'assurer que les garanties peuvent être couvertes efficacement et que des marges bénéficiaires acceptables seront atteintes selon l'évolution de la conjoncture. Nous avons réassuré le risque de garantie de rendement des placements de la majeure partie de nos produits de rente à capital variable aux États-Unis souscrits avant 2004. En outre, nous avons couvert, à l'aide d'instruments de marchés financiers, la quasi-totalité du risque lié aux rentes à capital variable et aux garanties des fonds distincts découlant de contrats souscrits en 2009, et une tranche des contrats non réassurés en vigueur souscrits avant 2009. En ce qui a trait aux garanties liées aux rentes à capital variable et aux placements dans des fonds distincts, une tranche de 35 % de la valeur des garanties était soit couverte ou réassurée au 31 décembre 2009, contre 20 % au 31 décembre 2008.

En 2009, la Société a mis en place des plans visant à réduire l'exposition au risque de marché et au risque de taux d'intérêt découlant des nouvelles souscriptions de rentes à capital variable. Ces plans comprennent l'expansion de nos programmes de couverture à la grande majorité des nouvelles souscriptions de rentes à capital variable, et le rajustement du prix et la modification de nos produits de rente à capital variable afin d'atténuer le risque, d'améliorer les marges bénéficiaires prévues et d'augmenter l'efficacité prévue de nos

couvertures, de même que de rééquilibrer les souscriptions de rentes à capital variable par rapport aux autres secteurs d'activité. Les programmes de couverture intègrent une approche de couverture décrite à la rubrique intitulée « Programme de couverture des marchés financiers » figurant plus loin. Les plans comprennent aussi la couverture d'une tranche plus importante de nos garanties liées aux rentes à capital variable en vigueur non couvertes en fonction du redressement des marchés ou de la hausse des taux d'intérêt à des niveaux nous permettant d'atteindre nos objectifs d'affaires.

Parmi les principales mesures de réduction des risques prises en 2009, on retrouve le rajustement du prix et la modification des produits de rente à capital variable au Canada et aux États-Unis, le lancement de nouveaux produits comportant une garantie réduite et l'arrêt des ventes de certains produits en Asie. De même, en avril et en décembre 2009, notre programme de couverture a été élargi pour comprendre toutes les nouvelles souscriptions de produits destinés aux particuliers respectivement au Canada et en Asie et, au cours de l'exercice, nous avons couvert une tranche de 13 milliards de dollars de valeur des garanties de rentes à capital variable souscrites avant le commencement de nos programmes de couverture des nouvelles souscriptions.

On ne peut pas garantir que les risques liés au rendement des fonds d'actions et des fonds d'obligations et aux variations des taux d'intérêt auxquels la Société est exposée seront réduits de manière à respecter les paramètres établis. Nous pourrions ne pas être en mesure de couvrir nos activités existantes non couvertes comme il est mentionné dans nos plans de réduction des risques ou, si nous étions en mesure de le faire, nous pourrions devoir comptabiliser une passation en charges au moment de la mise en place de la couverture. Selon les conditions des marchés, notamment si la volatilité des fonds d'actions et des fonds d'obligations continue de s'intensifier ou si les taux d'intérêt continuent de baisser, les dépenses relatives à la couverture des prestations garanties des rentes à capital variable pourraient augmenter ou cesser d'être justifiées sur le plan économique, et nous pourrions alors réduire la couverture de certains de ces produits ou ne plus les couvrir ou encore réduire les ventes de ces produits ou les retirer du marché. De plus, rien ne garantit que la stratégie de couverture sur les marchés financiers de la Société permettra d'éliminer complètement les risques liés aux produits garantis couverts. Voir la rubrique « Programme de couverture des marchés financiers ».

### **Programme de couverture des marchés financiers**

La Société a étendu le programme de couverture des marchés financiers de ses garanties liées aux rentes à capital variable en 2009. La valeur totale des garanties couvertes a augmenté, passant de 5 731 millions de dollars au 31 décembre 2008 à 24 880 millions de dollars au 31 décembre 2009. La Société vend à découvert des contrats à terme normalisés sur indice boursier et sur obligations gouvernementales négociés en Bourse et conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir la sensibilité des provisions mathématiques au rendement des fonds et à la variation des taux d'intérêt découlant des rentes à capital variable et des garanties de fonds distincts, et elle effectue le rééquilibrage dynamique de ces instruments de couverture en fonction de l'évolution des conditions des marchés afin que la position couverte demeure conforme aux paramètres établis à l'interne. Le profit réalisé (la perte subie) sur les instruments de couverture n'annulera pas entièrement les gains ou les pertes résultant des provisions pour garanties couvertes, car le rendement des fonds sous-jacents couverts peut différer du rendement des instruments de couverture correspondants, le rendement d'une petite partie des fonds sous-jacents ne faisant l'objet d'aucune couverture vu l'absence d'instruments de couverture négociés en Bourse efficaces, une petite tranche du risque de taux d'intérêt n'est pas couverte, les provisions mathématiques prévoient des provisions pour écarts défavorables qui ne sont pas couvertes, et la totalité des autres risques n'est pas couverte. Des précisions sur les risques liés au programme de couverture figurent ci-après.

Étant donné que les provisions mathématiques liées aux garanties des rentes à capital variable sont déterminées selon les estimations prospectives à long terme quant à la volatilité et non selon la volatilité implicite actuelle des marchés, les provisions pour garanties et, par conséquent, le capital réglementaire disponible, ne sont aucunement sensibles aux variations de la volatilité implicite des marchés. Les estimations à long terme quant à la volatilité qui servent à établir les provisions mathématiques sont approuvées par le BSIF et satisfont aux normes de calibrage de l'Institut canadien des actuaires. Dans la mesure où la volatilité réelle des fonds d'actions et des fonds d'obligations dépasse les estimations à long terme, il existe un risque que le rééquilibrage soit plus important ou plus fréquent et que, par conséquent, les dépenses de couverture

soient plus élevées. Dans la mesure où nos hypothèses à long terme quant à la volatilité varient, il pourrait être nécessaire d'augmenter les provisions mathématiques, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur les résultats financiers.

Le montant des garanties effectivement versées varie en fonction de la longévité des titulaires de contrats et de leurs actions, notamment le moment et le montant des retraits effectués, des déchéances et des transferts de fonds. Le programme de couverture de la Société tient compte d'hypothèses à long terme en matière de longévité des titulaires de contrats et de leurs actions puisque le risque lié à la longévité des titulaires de contrats et à leurs actions ne peut être couvert à l'aide d'instruments des marchés financiers. Les couvertures font l'objet d'un rééquilibrage mensuel pour refléter les données réelles relatives aux titulaires de contrats qui diffèrent des hypothèses à long terme.

Les stratégies de couverture sur les marchés financiers de la Société ne visent pas à éliminer entièrement les risques associés aux garanties intégrées dans ces produits et elles exposent la Société à des risques additionnels. Le programme s'appuie sur l'exécution en temps opportun d'opérations sur instruments dérivés; par conséquent, une diminution de la liquidité de ces instruments pourrait avoir une incidence défavorable sur les dépenses de couverture et l'efficacité du programme. La Société est aussi exposée à des risques de contrepartie découlant des instruments dérivés et au risque d'augmentation des niveaux de capitalisation et de garantie exigés, qui pourraient devenir importants selon la progression des marchés et des taux d'intérêt. Le programme de couverture des marchés financiers est largement tributaire de systèmes et de modèles mathématiques complexes qui peuvent être erronés, qui peuvent être fondés sur des hypothèses qui se révèlent inexacts et qui reposent sur des infrastructures et des compétences complexes susceptibles de faire défaut ou de ne pas être disponibles à des moments critiques. En raison de la complexité du programme de couverture, il pourrait exister des risques additionnels non relevés qui pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et nos résultats financiers futurs.

### ***Produits hors bilan – Mesures d'exposition au risque***

#### **a) Garanties liées aux rentes à capital variable et aux placements dans des fonds distincts**

En ce qui a trait aux garanties liées aux rentes à capital variable et aux placements dans des fonds distincts, une tranche de 35 % de la valeur des garanties était soit couverte ou réassurée au 31 décembre 2009, contre 20 % au 31 décembre 2008.

Le tableau suivant présente des données sur les garanties liées aux rentes à capital variable et aux placements dans des fonds distincts offertes par la Société :

Aux (en milliers de \$ CA)	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Valeur des garanties	Valeur des fonds	Montant à risque <sup>4</sup>	Valeur des garanties	Valeur des fonds	Montant à risque <sup>4</sup>
Prestations du vivant brutes <sup>1</sup>	92 183 \$	83 693 \$	12 710 \$	95 297 \$	71 391 \$	25 086 \$
Prestations de décès brutes <sup>2</sup>	18 455	13 282	4 414	22 937	14 099	8 975
Total des prestations brutes	110 638 \$	96 975 \$	17 124 \$	118 234 \$	85 490 \$	34 061 \$
Prestations du vivant réassurées	8 012 \$	5 818 \$	2 200 \$	10 049 \$	5 934 \$	4 115 \$
Prestations de décès réassurées	5 985	4 639	1 577	7 960	5 134	3 137
Total des réassurances	13 997 \$	10 457 \$	3 777 \$	18 009 \$	11 068 \$	7 252 \$
Total, déduction faite des réassurances	96 641 \$	86 518 \$	13 347 \$	100 225 \$	74 422 \$	26 809 \$
Prestations du vivant couvertes	24 399 \$	24 137 \$	1 782 \$	5 731 \$	4 237 \$	1 494 \$
Prestations de décès couvertes	481	317	10	-	-	-
Total des prestations couvertes <sup>3</sup>	24 880 \$	24 454 \$	1 792 \$	5 731 \$	4 237 \$	1 494 \$
Prestations du vivant conservées	59 772 \$	53 421 \$	8 728 \$	79 517 \$	61 220 \$	19 477 \$
Prestations de décès conservées	11 989	8 326	2 827	14 977	8 965	5 838
<b>Total, déduction faite des réassurances et des couvertures</b>	<b>71 761 \$</b>	<b>61 747 \$</b>	<b>11 555 \$</b>	<b>94 494 \$</b>	<b>70 185 \$</b>	<b>25 315 \$</b>

- 1) Les prestations du vivant comprennent les garanties à l'échéance, de revenu, de retrait et de soins de longue durée. Lorsqu'un contrat comprend aussi des prestations de décès, la garantie en excédent des prestations du vivant est incluse dans la catégorie des prestations de décès comme il est mentionné dans la note 2).
- 2) Les prestations de décès englobent les garanties uniques et les garanties en sus des garanties à l'échéance, de revenu, de retraits et de soins de longue durée lorsque le contrat offre des prestations du vivant et des prestations de décès. En ce qui a trait au total des prestations de décès brutes, la valeur de la garantie est de 103 821 millions de dollars (113 860 millions de dollars en 2008), la valeur du fonds est de 96 530 millions de dollars (85 490 millions de dollars en 2008) et le montant à risque est de 12 196 millions de dollars (29 631 millions de dollars en 2008).
- 3) Pour une description de certains des risques liés aux activités de couverture, voir la rubrique « Programme de couverture des marchés financiers » plus haut.
- 4) Le montant à risque représente l'excédent de la valeur des garanties sur les valeurs des fonds pour tous les contrats dont la valeur des garanties est supérieure à la valeur des fonds. Ce montant n'est pas exigible à court terme.

Les garanties liées aux rentes à capital variable et aux fonds distincts dépendent de la réalisation de certaines conditions et sont payables uniquement au décès, à l'échéance, au retrait et au moment de la transformation en rente, si la valeur des fonds demeure inférieure à la valeur garantie. Si les marchés ne se redressent pas, les passifs liés aux contrats en vigueur seraient exigibles principalement pendant la période de 2015 à 2038. La provision mathématique établie à cet égard s'élevait à 1 671 millions de dollars au 31 décembre 2009 (5 783 millions de dollars en 2008). La réduction depuis le dernier exercice découle principalement de l'incidence de l'amélioration des marchés des actions ayant atténué l'exposition actuelle et prévue de la provision dans le cours.

### **b) Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires du risque de marché des actions cotées lié aux produits à capital variable et aux autres actifs gérés**

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires de la variation de la valeur de marché des titres des fonds distincts de produits à capital variable, des fonds communs de placement ainsi que des activités de gestion d'actifs institutionnels correspond à la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus après impôts liés à la gestion de ces actifs ou aux garanties fournies, y compris les revenus d'honoraires, les charges et les prestations, actualisés aux taux du marché. La valeur actualisée des flux de trésorerie après impôts prévus relatifs aux garanties liées aux produits à capital variable correspond à la moyenne, dans tous les cas de rendements de placements, de la valeur actualisée des prestations garanties futures projetées et ne tient pas compte de la réassurance ni des honoraires affectés au soutien des garanties.

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur la valeur économique pour les actionnaires, d'une variation immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres des produits à capital variable et des autres actifs gérés.

En millions de \$ CA, à moins d'indication contraire	Au 31 décembre 2009			Au 31 décembre 2008		
	10 %	20 %	30 %	10 %	20 %	30 %
<b>Baisse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup></b>						
Honoraires liés aux marchés	(470) \$	(960) \$	(1 480) \$	(380) \$	(800) \$	(1 250) \$
Garanties liées aux produits à capital variable	(450)	(1 080)	(1 930)	(710)	(1 630)	(2 820)
<b>Total</b>	<b>(920) \$</b>	<b>(2 040) \$</b>	<b>(3 410) \$</b>	<b>(1 090) \$</b>	<b>(2 430) \$</b>	<b>(4 070) \$</b>

En millions de \$ CA, à moins d'indication contraire	Au 31 décembre 2009			Au 31 décembre 2008		
	10 %	20 %	30 %	10 %	20 %	30 %
<b>Hausse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup></b>						
Honoraires liés aux marchés	490 \$	1 000 \$	1 520 \$	350 \$	770 \$	1 210 \$
Garanties liées aux produits à capital variable	290	490	600	550	960	1 270
<b>Total</b>	<b>780 \$</b>	<b>1 490 \$</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>900 \$</b>	<b>1 730 \$</b>	<b>2 480 \$</b>

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### **c) Incidence sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque de marché des actions cotées lié aux produits à capital variable**

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires, des produits à capital variable, y compris l'incidence, sur les revenus d'honoraires des fonds distincts, d'une baisse immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % et d'une augmentation de 10 % de la valeur de marché des titres des fonds distincts, suivie d'un retour aux hypothèses normales en matière de croissance du marché.

#### Baisse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

(en millions de \$ CA)

Exercices terminés les 31 décembre	2009	2008
Baisse de 10 %	(1 100) \$	(1 400) \$
Baisse de 20 %	(2 600) \$	non disponible
Baisse de 30 %	(4 400) \$	non disponible
Hausse de 10 %	900 \$	non disponible

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

L'incidence sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque de marché des actions cotées lié aux produits à capital variable et au fonds général est présentée dans le tableau qui suit. Il s'agit du total des montants du tableau relatif aux produits à capital variable ci-dessus et de la colonne visant les actions cotées du tableau portant sur le risque de marché lié au fonds général figurant plus haut.

#### Baisse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

(en millions de \$ CA)

Exercices terminés les 31 décembre	2009	2008
Baisse de 10 %	(1 200) \$	(1 500) \$
Baisse de 20 %	(2 800) \$	non disponible
Baisse de 30 %	(4 600) \$	non disponible
Hausse de 10 %	1 000 \$	non disponible

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

#### d) Incidence sur le ratio du MMRCE de Manufacturers du risque lié au fonds général et du risque de marché des actions cotées lié aux produits à capital variable

Les fluctuations des marchés des actions ont également une incidence sur les composantes disponibles et requises entrant dans le calcul du MMRCE. Le tableau qui suit présente l'incidence possible sur le ratio du MMRCE de Manufacturers d'un recul immédiat de 10 %, de 20 % et de 30 % et d'une augmentation de 10 % des cours des actions.

#### Baisse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

(points de base)

	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Baisse de 10 %	(11)	(21)
Baisse de 20 %	(25)	non disponible
Baisse de 30 %	(42)	non disponible
Hausse de 10 %	13	non disponible

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

#### Risque de change

Nos résultats financiers sont présentés en dollars canadiens. Une partie importante de nos activités sont libellées en devises autres que le dollar canadien, principalement en dollars américains, en dollars de Hong Kong et en yens japonais. Au cours des derniers trimestres, le dollar canadien s'est raffermi par rapport à ces devises, entraînant une baisse de notre bénéfice présenté pour nos activités libellées en devises autres que le dollar canadien, ainsi que de nos fonds propres présentés. Dans la mesure où les taux de change se maintiennent ou le dollar canadien continue de s'apprécier, le bénéfice de ces activités menées en devises subirait une pression à la baisse. De la même manière, une pression à la baisse pourrait être exercée sur nos fonds propres présentés, et dans la mesure où la variation du capital disponible qui en découle n'est pas contrebalancée par une variation du capital requis, le coefficient du capital réglementaire pourrait être réduit.

#### Risque lié aux sinistres

Le taux de morbidité des activités de soins de longue durée de John Hancock a été défavorable par rapport aux niveaux prévus dans les provisions mathématiques. Ce taux peut être touché par la conjoncture

économique actuelle ou être représentatif des événements futurs. La Société analyse les informations pour en évaluer l'incidence sur les provisions mathématiques et la tarification futures.

### **Fonds propres**

Bien que, à l'heure actuelle, notre coefficient de capital réglementaire soit solide, les organismes de réglementation en matière d'assurance, au Canada et au sein d'autres territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, procèdent à l'examen des exigences en matière de capital réglementaire. Le résultat de cet examen est incertain et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société ou sa position par rapport aux autres institutions financières canadiennes et étrangères avec lesquelles elle est en concurrence pour obtenir de nouvelles affaires et du capital.

## **PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ACTUARIELLES**

### **Écart d'acquisition et actifs incorporels**

L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation à l'échelle des secteurs d'exploitation. Les tests effectués en 2009 ont démontré qu'il n'y avait aucune dépréciation de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels à durée de vie indéfinie. Toutefois, en raison de l'incidence de la conjoncture économique et des changements dans le portefeuille de produits, les résultats des tests de dépréciation des secteurs de l'Assurance – É.-U. et de la Gestion de patrimoine – É.-U. ont révélé un excédent moins important de la juste valeur sur la valeur comptable qu'aux exercices précédents. Les tests de dépréciation de 2010 seront mis à jour en fonction des conditions qui prévaudront à ce moment et pourraient se traduire par une charge pour perte de valeur qui pourrait être importante.

Lorsque les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») seront adoptées, les tests seront exécutés à l'échelle des unités génératrices de trésorerie, un niveau plus fragmenté qu'un secteur d'exploitation. Selon les informations actuelles, la Société prévoit que l'exécution de tests à ce niveau plus fragmenté pourrait entraîner une charge pour perte de valeur qui sera reflétée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au moment de l'adoption des IFRS, en 2011, et qui pourrait être importante.

### **Rajustement comptable**

En 2009, la Société a repéré des erreurs tirant leur source principalement des périodes antérieures à notre acquisition de John Hancock. Ces erreurs ont entraîné une sous-évaluation des provisions mathématiques de 266 millions de dollars. Environ la moitié de ce montant aurait dû être enregistré à la date d'acquisition, en avril 2004, et le solde aurait dû être comptabilisé ultérieurement. En outre, les passifs d'impôts futurs ont été sous-évalués d'un montant net de 17 millions de dollars, se rapportant surtout aux périodes antérieures à l'acquisition, qui a été partiellement contrebalancé par les impôts futurs liés au montant décrit ci-dessus. Comme ces erreurs n'auraient pas entraîné de modification importante aux états financiers des exercices antérieurs, mais qu'une correction de l'ensemble des erreurs au cours de l'exercice considéré aurait gravement faussé les résultats de cet exercice, la Société a corrigé l'erreur en réduisant de 283 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

### **Dividende trimestriel**

Notre conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,13 \$ par action ordinaire de la SFM, payable au plus tôt le 19 mars 2010 aux actionnaires inscrits en date du 24 février 2010 à la clôture des marchés.

Le conseil d'administration a également déclaré des dividendes sur les actions privilégiées à dividende non cumulatif suivantes. Ces dividendes seront versés au plus tôt le 19 mars 2010 aux actionnaires inscrits en date du 24 février 2010 à la clôture des marchés.

- Actions de catégorie A, série 1 – 0,25625 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 2 – 0,29063 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 3 – 0,28125 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 4 – 0,4125 \$ par action
- Actions de catégorie 1, série 1 – 0,35 \$ par action

## Rendement et mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons diverses mesures non conformes aux PCGR pour évaluer le rendement de la Société dans son ensemble et pour évaluer chacune de ses exploitations. Ces mesures incluent le bénéfice normalisé, le bénéfice d'exploitation rajusté, le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, les primes et dépôts, les primes et équivalents primes, les fonds gérés, le capital, les souscriptions, la valeur intrinsèque des nouvelles affaires et l'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires. Les mesures non conformes aux PCGR ne sont pas définies dans les PCGR; on ne peut donc pas les comparer aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être utilisées seules ou en remplacement d'autres données financières préparées selon les PCGR.

Dans son rapport du deuxième trimestre, sous la rubrique intitulée « Bénéfice normalisé », la Société a estimé les bénéfices normalisés pour les troisième et quatrième trimestres de 2009 et tous les trimestres de 2010. Ces estimations constituent des renseignements prospectifs, conformément aux méthodes indiquées sous « Points saillants financiers – Bénéfice normalisé et bénéfice d'exploitation rajusté » ci-dessus. Dans ce rapport, nous avons comparé notre bénéfice normalisé estimatif avec le bénéfice d'exploitation rajusté du quatrième trimestre, compte non tenu des éléments particuliers qui ont été exclus de notre calcul du bénéfice normalisé. La Société croit qu'il s'agit de mesures pratiques pour les investisseurs compte tenu des conditions économiques actuelles, notamment la volatilité des marchés des actions et des taux d'intérêt, et d'autres facteurs.

**Le rendement des capitaux propres** est une mesure de la rentabilité qui présente le bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires exprimé en pourcentage du capital déployé pour gagner le bénéfice. La Société calcule le rendement des capitaux propres à l'aide de la moyenne des fonds propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie.

### Rendement des capitaux propres

(en millions de \$ CA)

	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	T4 09	T3 09	T4 08	2009	2008
Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires selon l'état des résultats consolidé	848	(193)	(1 878)	1 338	487
Solde d'ouverture du total de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	24 812	26 173	24 236	26 496	23 370
Solde de clôture de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	27 405	24 812	26 496	27 405	26 496
<b>Total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>26 108</b>	<b>25 493</b>	<b>25 366</b>	<b>25 845</b>	<b>24 364</b>
Solde d'ouverture des autres éléments du résultat étendu disponible pour les titres disponibles à la vente et des couvertures de flux de trésorerie selon les bilans consolidés	442	111	(87)	(846)	1 291
Solde de fermeture des autres éléments du résultat étendu disponible pour les titres disponibles à la vente et des couvertures de flux de trésorerie selon les bilans consolidés	564	442	(846)	564	(846)
<b>Rajustement au titre des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(503)</b>	<b>(277)</b>	<b>466</b>	<b>126</b>	<b>(352)</b>
<b>Total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires, déduction faite des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>25 605</b>	<b>25 216</b>	<b>25 833</b>	<b>25 971</b>	<b>24 012</b>
<b>Rendement des capitaux propres fondé sur le total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires (annualisé)</b>	<b>12,9 %</b>	<b>(3,0) %</b>	<b>(29,4) %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>2,0 %</b>
<b>Rendement des capitaux propres fondé sur le total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires, déduction faite de la moyenne des autres éléments du résultat étendu (annualisé)</b>	<b>13,1 %</b>	<b>(3,0) %</b>	<b>(28,9) %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>2,0 %</b>

La Société se sert également de mesures du rendement financier préparées en devises constantes, qui excluent l'incidence de la variation des taux de change. Les montants présentés pour le trimestre en devises constantes sont calculés, le cas échéant, en fonction des taux de change en vigueur à la date de l'état des résultats et du bilan pour le quatrième trimestre de 2008.

**Les primes et dépôts** servent à mesurer la croissance du chiffre d'affaires. La Société calcule les primes et dépôts en additionnant les éléments suivants : i) primes et équivalents primes (voir ci-dessous), ii) dépôts dans

les fonds distincts, à l'exclusion des capitaux de lancement, iii) dépôts dans les fonds communs de placement, iv) dépôts dans les comptes de placement autogérés institutionnels et v) autres dépôts dans d'autres fonds gérés.

**Les primes et équivalents primes** sont inclus dans les primes. La Société calcule les primes et équivalents primes en additionnant les éléments suivants : i) primes du fonds général déduction faite des cessions en réassurance, présentées au poste « Primes et dépôts » de l'état des résultats, ii) équivalents primes pour les contrats d'assurance collective de type « services administratifs seulement » et iii) primes de l'entente de cession en réassurance de risques liés à l'assurance collective au Canada.

#### Primes et dépôts

(en millions de \$ CA)	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T408</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Primes selon l'état des résultats	4 731	5 523	7 022	22 946	23 252
Dépôts des titulaires de contrats selon l'état des fonds distincts consolidé	7 343	6 091	8 847	29 084	34 205
<b>Primes et dépôts selon les états financiers</b>	<b>12 074</b>	<b>11 614</b>	<b>15 869</b>	<b>52 030</b>	<b>57 457</b>
Dépôts dans les fonds communs de placement	2 378	2 118	1 824	8 733	9 473
Dépôts dans les comptes de placement autogérés institutionnels	363	758	1 025	4 492	5 798
Équivalents primes pour SAS	663	635	633	2 629	2 488
Primes cédées sur assurances collectives	919	909	-	2 760	-
Dépôts dans d'autres fonds	138	204	142	626	534
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>16 535</b>	<b>16 238</b>	<b>19 493</b>	<b>71 270</b>	<b>75 750</b>
Incidence des taux de change	1 699	1 183	-	(3 567)	-
<b>Primes et dépôts en devises constantes</b>	<b>18 234</b>	<b>17 421</b>	<b>19 493</b>	<b>67 703</b>	<b>75 750</b>

**Les fonds gérés** constituent un élément de mesure de l'envergure de la Société. Ils correspondent à l'ensemble des placements effectués par la Société et ses clients.

#### Fonds gérés

(en millions de \$ CA)	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Total de l'actif investi selon le bilan consolidé	187 470	188 465	187 501	187 470	187 501
Total de l'actif net des fonds distincts selon l'état des fonds distincts consolidé	191 741	188 148	165 380	191 741	165 380
Moins : fonds distincts détenus par la Société selon l'état des fonds distincts consolidé	(118)	(193)	(220)	(118)	(220)
<b>Fonds gérés selon les états financiers</b>	<b>379 093</b>	<b>376 420</b>	<b>352 661</b>	<b>379 093</b>	<b>352 661</b>
Fonds communs de placement	33 370	32 310	25 629	33 370	25 629
Comptes de placement autogérés institutionnels (fonds distincts exclus)	20 906	21 235	20 633	20 906	20 633
Autres fonds (fonds distincts exclus)	6 248	6 612	5 584	6 248	5 584
<b>Total des fonds gérés</b>	<b>439 617</b>	<b>436 577</b>	<b>404 507</b>	<b>439 617</b>	<b>404 507</b>
Incidence des taux de change	55 405	45 501	-	55 405	-
<b>Fonds gérés en devises constantes</b>	<b>495 022</b>	<b>482 078</b>	<b>404 507</b>	<b>495 022</b>	<b>404 507</b>

Notre définition de **capital** sert de base à toutes nos activités de gestion du capital au niveau de la SFM. Aux fins de l'information réglementaire à produire, les chiffres sont rajustés pour tenir compte des ajouts et déductions requis dans les lignes directrices du BSIF. Le capital est la somme de ce qui suit : total des fonds propres à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les couvertures de flux de trésorerie; les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales; et les passifs au titre des actions privilégiées et instruments de capitaux admissibles.

#### Total des fonds propres

(en millions de \$ CA)	Résultats trimestriels			Exercices terminés en	
	<u>T4 09</u>	<u>T3 09</u>	<u>T4 08</u>	<u>2009</u>	<u>2008</u>

<b>Total des fonds propres selon les bilans consolidés</b>	<b>28 907</b>	<b>26 334</b>	<b>27 197</b>	<b>28 907</b>	<b>27 197</b>
Moins : cumul des autres éléments du résultat étendu relatif aux couvertures de flux de trésorerie selon les bilans consolidés	48	126	325	48	325
Ajouter : passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres admissibles	4 037	4 049	3 121	4 037	3 121
Ajouter : participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	202	216	217	202	217
<b>Total des fonds propres</b>	<b>33 194</b>	<b>30 725</b>	<b>30 860</b>	<b>33 194</b>	<b>30 860</b>

**Les souscriptions** sont calculées selon le type de produit.

i) Les souscriptions totales de l'Assurance individuelle tiennent compte de la totalité des nouvelles primes annualisées, de 10 % des primes excédentaires et de 10 % des primes uniques. Les nouvelles primes annualisées de l'Assurance individuelle représentent les primes annualisées prévues la première année des contrats dont les primes sont exigibles pendant plus d'un an. Les souscriptions sont présentées selon leur montant brut et ne tiennent pas compte de l'incidence de la réassurance. La prime unique est la prime forfaitaire découlant de la souscription d'un produit à prime unique, par exemple, une assurance voyage.

ii) Les souscriptions de l'Assurance collective comprennent les nouvelles primes annualisées et les équivalents primes des nouveaux contrats de type services administratifs seulement, ainsi que les nouvelles couvertures et les modifications apportées aux contrats, compte non tenu des augmentations de taux.

iii) Les nouveaux dépôts de la Gestion de patrimoine, Individuelle, sont présentés comme des souscriptions. Ces montants comprennent les rentes individuelles, aussi bien à capital fixe qu'à capital variable, les produits à fonds distincts, les fonds communs de placement, les régimes d'épargne-études 529, ainsi que les prêts bancaires autorisés et les prêts hypothécaires.

iv) Les souscriptions sous forme de nouvelles primes et de nouveaux dépôts périodiques des régimes de retraite et d'épargne collectifs représentent une estimation des dépôts prévus au cours de la première année de cotisation auprès de la Société. Les souscriptions de produits à prime unique tiennent compte de l'actif transféré du fournisseur du régime précédent. Les souscriptions comprennent l'incidence de l'ajout d'une nouvelle division ou d'un nouveau produit sur un client existant. Les souscriptions totales comprennent les nouvelles primes et les nouveaux dépôts périodiques et uniques.

**La valeur intrinsèque des nouvelles affaires** correspond à la variation de la valeur économique pour les actionnaires découlant des souscriptions au cours de la période. Le calcul de la valeur intrinsèque des nouvelles affaires comprend la valeur actualisée du bénéfice futur prévu tiré des nouvelles affaires en fonction des hypothèses à l'égard de la mortalité, de la morbidité et des actions futures des titulaires de contrats, ainsi qu'à l'égard des charges et des placements utilisées pour fixer les prix des produits souscrits. Les principales hypothèses économiques utilisées pour calculer la valeur intrinsèque des nouvelles affaires pour 2009 sont fondées sur les marchés au 1<sup>er</sup> janvier 2009, comme suit :

	Canada	États-Unis	Hong Kong	Japon
Ratio du MPMRCE	150 %	150 %	150 %	150 %
Taux d'actualisation	6,75 %	6,25 %	7,00 %	6,25 %
Taux d'imposition	31 %	35 %	16,5 %	24 %
Taux de change	s.o.	1,2246	0,1581	0,0135

**L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires** constitue une des mesures que nous utilisons pour décrire l'incidence possible de la variation des marchés des actions et des taux d'intérêt. Notre méthode de calcul de l'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires est présentée dans les sections pertinentes figurant plus haut lorsque l'incidence est présentée.

#### **Mise en garde au sujet des déclarations prospectives**

Le présent document contient des déclarations prospectives au sens des règles d'exonération des lois provinciales canadiennes sur les valeurs mobilières et de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les bénéfices d'exploitation estimatifs rajustés dont il est question à la rubrique « Points saillants financiers – Bénéfice normalisé et bénéfice d'exploitation rajusté » ci-dessus. Les déclarations prospectives du présent document portent aussi notamment sur nos objectifs, nos buts, nos stratégies, nos intentions, nos projets, nos convictions, nos attentes et nos estimations. Elles se caractérisent habituellement par l'emploi de termes tels « pouvoir », « devoir »,

« probable », « soupçonner », « perspectives », « s'attendre à », « entendre », « estimer », « prévoir », « croire », « projeter », « objectif », « chercher à », « viser », « continuer » ou « s'efforcer » (ou de leur forme négative) et par l'emploi du conditionnel, ainsi que de mots et expressions semblables, et elles peuvent inclure des énoncés relatifs aux résultats futurs possibles ou présumés de la Société. Bien que, selon nous, les prévisions ainsi exprimées soient raisonnables, le lecteur ne devrait pas s'appuyer indûment sur les déclarations prospectives en raison des incertitudes et des risques inhérents qu'elles supposent, ni les interpréter comme une quelconque confirmation des attentes des marchés ou des analystes. Les déclarations prospectives étant fondées sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent être très différents des résultats qu'elles expriment explicitement ou implicitement. Parmi les facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart notable entre les résultats réels et les attentes exprimées, notons entre autres la conjoncture commerciale et économique (notamment le rendement des marchés des actions; les fluctuations des taux d'intérêt et la variation des écarts de taux, les taux de change; les pertes sur placements et les défaillances; la liquidité du marché et la solvabilité des cautions, des réassureurs et des contreparties); les liquidités de la Société, y compris la disponibilité du financement nécessaire pour satisfaire aux obligations financières existantes à la date prévue de leur échéance; les changements apportés aux lois et à la réglementation; l'exactitude de l'information reçue de contreparties et la capacité des contreparties à respecter leurs engagements; l'exactitude des estimations servant à appliquer les conventions comptables et les méthodes actuarielles utilisées par la Société; la capacité à mettre à exécution des stratégies de couverture efficaces; la capacité de la Société à préserver sa réputation; les litiges, la concurrence et les regroupements de sociétés; la capacité à adapter les produits et services pour suivre l'évolution du marché; la capacité à attirer et à conserver les principaux cadres supérieurs; les acquisitions et la capacité à effectuer des acquisitions, y compris à obtenir le financement par emprunt ou par actions nécessaire à cette fin; la capacité à mettre en œuvre et à modifier des plans stratégiques; les perturbations et les changements touchant des éléments essentiels des systèmes de la Société ou les infrastructures publiques; ainsi que les préoccupations environnementales. Des renseignements supplémentaires à l'égard des facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart notable entre les résultats réels et les attentes exprimées ainsi qu'à l'égard des facteurs et hypothèses importants sur lesquels sont fondées les déclarations prospectives sont présentés dans le présent document et dans la section intitulée « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, dans les sections intitulées « Gestion du risque » et « Principales conventions comptables et actuarielles » du rapport de gestion figurant dans nos plus récents rapports annuel et intermédiaires, dans la note afférente aux états financiers consolidés intitulée « Gestion des risques » de nos plus récents rapports annuel et intermédiaires et dans d'autres documents que nous avons émis et déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Nous ne nous engageons pas à réviser nos déclarations prospectives, sauf si la loi l'exige.

### **À propos de la Financière Manuvie**

La Financière Manuvie, groupe canadien et chef de file des services financiers, compte des millions de clients dans 22 pays et territoires. Exerçant ses activités sous le nom de Financière Manuvie au Canada et en Asie, et principalement sous le nom de John Hancock aux États-Unis, elle offre à sa clientèle une gamme variée de produits de protection financière et de services de gestion de patrimoine par l'entremise d'un vaste réseau d'employés, d'agents et d'associés. Au 31 décembre 2009, les fonds gérés par la Financière Manuvie et ses filiales se chiffraient à 439,6 milliards de dollars canadiens (420,0 milliards de dollars américains). La Société Financière Manuvie est inscrite aux Bourses de Toronto (TSX), de New York (NYSE) et des Philippines (PSE) sous le symbole « MFC », et à la Bourse de Hong Kong (SEHK) sous le symbole « 945 ». La Financière Manuvie est présente sur le Web, à l'adresse [www.manuvie.com](http://www.manuvie.com).

**Pièces jointes :** Points saillants financiers, Résultats consolidés, Bilans consolidés, Information par division.

## Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et données par action, non vérifié)

Aux 31 décembre et pour les trimestres terminés à ces dates

	2009	2008	Variation en %
Bénéfice net (perte nette)	845 \$	(1 869) \$	-
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux titulaires de contrats avec participation	(23)	1	-
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>868 \$</b>	<b>(1 870) \$</b>	-
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(8)	150
<b>Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>848 \$</b>	<b>(1 878) \$</b>	-
<b>Primes et dépôts :</b>			
Assurance vie et assurance maladie <sup>1</sup>	3 582 \$	4 460 \$	(20)
Rentes et régime de retraite, rentes à capital variable exclues	1 062	1 577	(33)
Fonds distincts, rentes à capital variable exclues	5 564	4 913	13
Fonds communs de placement	2 378	1 824	30
Comptes de placement autogérés institutionnels	363	1 025	(65)
Équivalents primes pour SAS	663	633	5
Risques cédés liés à l'assurance collective <sup>1</sup>	919	-	-
Autres fonds	138	142	(3)
<b>Primes et dépôts, rentes à capital variable exclues</b>	<b>14 669 \$</b>	<b>14 574 \$</b>	<b>1</b>
Primes et dépôts des rentes à capital variable	1 866	4 919	(62)
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>16 535 \$</b>	<b>19 493 \$</b>	<b>(15)</b>
<b>Fonds gérés :</b>			
Fonds général	187 470 \$	187 501 \$	-
Fonds distincts, comptes de placement autogérés institutionnels exclus	188 229	161 424	17
Fonds communs de placement	33 370	25 629	30
Comptes de placement autogérés institutionnels	23 342	24 016	(3)
Autres fonds	7 206	5 937	21
<b>Total des fonds gérés</b>	<b>439 617 \$</b>	<b>404 507 \$</b>	<b>9</b>
<b>Capital</b>			
Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres admissibles	4 037 \$	3 121 \$	29
Participation minoritaire dans des filiales	202	217	(7)
Avoir			
Avoir des titulaires de contrats avec participation	80	62	29
Capitaux propres			
Actions privilégiées	1 422	638	123
Actions ordinaires	18 937	16 157	17
Surplus d'apport	182	160	14
Bénéfices non répartis <sup>2</sup>	12 870	12 796	1
Cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et conversion de l'investissement net dans des établissements étrangers	(4 536)	(2 291)	98
<b>Total du capital</b>	<b>33 194 \$</b>	<b>30 860 \$</b>	<b>8</b>
<b>Principales mesures clés du rendement :</b>			
Résultat de base par action ordinaire	0,51 \$	(1,24) \$	
Résultat dilué par action ordinaire	0,51 \$	(1,24) \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (annualisé) <sup>3</sup>	13,1 %	(28,9) %	
Valeur comptable par action ordinaire	15,59 \$	16,46 \$	
Actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la fin de la période	1 758	1 610	
Moyenne pondérée - de base	1 669	1 519	
Moyenne pondérée - diluée	1 673	1 519	

<sup>1</sup> À la fin du premier trimestre de 2009, l'unité Assurance collective de la Division canadienne a conclu une entente de réassurance avec une partie externe qui a entraîné une réduction substantielle des primes nettes inscrites à l'état des résultats. La Société conserve certains avantages et certains risques dans ce secteur dont des primes directes continueront d'être incluses dans le montant global des primes et dépôts au poste « Risques cédés liés à l'assurance collective ».

<sup>2</sup> Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> janvier 2008 a été réduit de 283 millions de dollars en raison d'une sous-évaluation des provisions mathématiques et des passifs d'impôts futurs principalement au cours des périodes antérieures à la fusion avec John Hancock Financial Services, Inc. en avril 2004.

<sup>3</sup> Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires correspond au bénéfice net attribuable (à la perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires divisé(e) par la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie.

## États financiers consolidés abrégés

### États des résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action, non vérifié)

Trimestres terminés les  
31 décembre

	2009	2008
<b>Produits</b>		
Primes <sup>1</sup>	4 731 \$	7 022 \$
Revenus de placements		
Revenus de placements	2 061	1 786
Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s sur les actifs qui servent de soutien aux provisions mathématiques et aux billets de consommation	(1 441)	1 519
Autres produits	1 620	1 323
<b>Total des produits</b>	<b>6 971 \$</b>	<b>11 650 \$</b>
<b>Prestations et charges</b>		
Aux titulaires de contrats et bénéficiaires		
Sinistres survenus <sup>1</sup>	1 029 \$	1 760 \$
Rachats et capitaux échus <sup>2</sup>	1 396	3 179
Arrérages	778	809
Participations aux excédents et bonifications	324	431
Transferts nets aux (provenant des) fonds distincts	(1)	385
Variation des provisions techniques <sup>2</sup>	(48)	4 957
Frais généraux	954	907
Frais de gestion des placements	242	248
Commissions	987	1 096
Intérêts débiteurs	261	372
Taxes sur primes	78	78
Participation minoritaire dans des filiales	(10)	24
<b>Total des prestations et des charges</b>	<b>5 990 \$</b>	<b>14 246 \$</b>
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>981 \$</b>	<b>(2 596) \$</b>
Recouvrement (charge) d'impôts	(136)	727
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>845 \$</b>	<b>(1 869) \$</b>
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux titulaires de contrats avec participation	(23)	1
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>868 \$</b>	<b>(1 870) \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(8)
<b>Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>848 \$</b>	<b>(1 878) \$</b>
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>	<b>0,51 \$</b>	<b>(1,24) \$</b>
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>	<b>0,51 \$</b>	<b>(1,24) \$</b>

<sup>1</sup> À la fin du premier trimestre de 2009, l'unité Assurance collective de la Division canadienne a conclu une entente de réassurance avec une partie externe qui a entraîné une réduction substantielle des primes nettes inscrites à l'état des résultats. La Société conserve certains avantages et certains risques liés à ces activités.

<sup>2</sup> La variation des provisions techniques comprend l'incidence des échéances programmées des contrats de rente institutionnels du secteur des produits à rendement fixe de John Hancock de 0,3 milliard \$ au quatrième trimestre de 2009 et de 1,5 milliard \$ au quatrième trimestre de 2008.

## Bilans consolidés

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)

Actif	Aux 31 décembre	
	2009 <sup>1</sup>	2008 <sup>1</sup>
<b>Placements</b>		
Encaisse et titres à court terme	18 780 \$	17 269 \$
Titres		
Obligations	85 107	83 148
Actions	9 688	8 240
Prêts		
Créances hypothécaires	30 699	30 963
Placements privés	22 912	25 705
Avances sur contrats	6 609	7 533
Prêts bancaires	2 457	2 384
Immeubles	5 897	6 345
Autres placements	5 321	5 914
<b>Total des placements</b>	<b>187 470 \$</b>	<b>187 501 \$</b>
<b>Autres actifs</b>		
Revenus de placements à recevoir	1 540 \$	1 760 \$
Primes arriérées	812	799
Écart d'acquisition	7 122	7 929
Actifs incorporels	2 005	2 115
Instruments dérivés	2 680	7 883
Divers	3 511	3 038
<b>Total des autres actifs</b>	<b>17 670 \$</b>	<b>23 524 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>205 140 \$</b>	<b>211 025 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>165 380 \$</b>
<b>Passif et avoir</b>		
Provisions mathématiques	141 687 \$	146 344 \$
Gains nets réalisés différés	108	127
Dépôts bancaires	14 735	12 210
Billets de consommation	1 291	1 876
Dette à long terme	3 308	3 689
Passif d'impôts futurs	1 178	1 794
Instruments dérivés	2 656	6 389
Autres passifs	6 487	7 508
	<b>171 450 \$</b>	<b>179 937 \$</b>
<b>Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres</b>		
<b>Participation minoritaire dans des filiales</b>	<b>202</b>	<b>217</b>
<b>Avoir</b>		
Avoir des titulaires de contrats avec participation	80	62
Capitaux propres		
Actions privilégiées	1 422	638
Actions ordinaires	18 937	16 157
Surplus d'apport	182	160
Bénéfices non répartis	12 870	12 796
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(4 584)	(2 616)
<b>Total de l'avoir</b>	<b>28 907 \$</b>	<b>27 197 \$</b>
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>205 140 \$</b>	<b>211 025 \$</b>
<b>Passif net des fonds distincts</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>165 380 \$</b>

<sup>1</sup> Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> janvier 2008 a été réduit de 283 millions de dollars en raison d'une soi des provisions mathématiques et des passifs d'impôts futurs principalement au cours des périodes antérieures à la fusion avec John Hancock Financial Services, Inc. en avril 2004.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés abrégés

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)

### Note 1 : Information sectorielle

Trimestre terminé le 31 décembre 2009							
	Assurance É.-U.	Gestion de patrimoine É.-U.	Division canadienne	Division Asie et Japon	Division de réassurance	Sociétés et autres	Total
<b>Primes et dépôts</b>							
Fonds général, rentes à capital variable exclues <sup>1</sup>	1 709 \$	698 \$	967 \$	991 \$	279 \$	- \$	4 644 \$
Fonds distincts, rentes à capital variable exclues	1 325	3 214	498	527	-	-	5 564
Fonds communs de placement	-	1 907	189	282	-	-	2 378
Comptes de placement autogérés institutionnels	-	-	-	-	-	363	363
Équivalents primes pour SAS	-	-	663	-	-	-	663
Risques cédés liés à l'assurance collective <sup>1</sup>	-	-	919	-	-	-	919
Autres fonds	-	138	-	-	-	-	138
Primes et dépôts sur rentes à capital variable	-	770	860	236	-	-	1 866
<b>Total</b>	<b>3 034 \$</b>	<b>6 727 \$</b>	<b>4 096 \$</b>	<b>2 036 \$</b>	<b>279 \$</b>	<b>363 \$</b>	<b>16 535 \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(117) \$</b>	<b>671 \$</b>	<b>383 \$</b>	<b>269 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>(453) \$</b>	<b>845 \$</b>
<b>Fonds gérés</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>						
Fonds général	55 119 \$	35 482 \$	59 898 \$	24 469 \$	2 687 \$	9 815 \$	187 470 \$
Fonds distincts, comptes de placement autogérés institutionnels exclus	11 431	113 440	36 258	27 218	-	(118)	188 229
Fonds communs de placement	-	25 044	6 508	1 818	-	-	33 370
Comptes de placement autogérés institutionnels	-	-	-	-	-	23 342	23 342
Autres fonds	-	3 477	-	3 729	-	-	7 206
<b>Total</b>	<b>66 550 \$</b>	<b>177 443 \$</b>	<b>102 664 \$</b>	<b>57 234 \$</b>	<b>2 687 \$</b>	<b>33 039 \$</b>	<b>439 617 \$</b>
Trimestre terminé le 31 décembre 2008							
	Assurance É.-U.	Gestion de patrimoine É.-U.	Division canadienne	Division Asie et Japon	Division de réassurance	Sociétés et autres	Total
<b>Primes et dépôts</b>							
Primes du fonds général, rentes à capital variable exclues	1 670 \$	1 259 \$	1 817 \$	1 018 \$	273 \$	- \$	6 037 \$
Dépôts dans les fonds distincts, rentes à capital variable exclues	436	3 447	524	459	-	47	4 913
Fonds communs de placement	-	1 560	95	169	-	-	1 824
Comptes de placement autogérés institutionnels	-	-	-	-	-	1 025	1 025
Équivalents primes pour SAS	-	-	633	-	-	-	633
Autres fonds	-	142	-	-	-	-	142
Primes et dépôts sur rentes à capital variable	-	2 809	1 436	674	-	-	4 919
<b>Total</b>	<b>2 106 \$</b>	<b>9 217 \$</b>	<b>4 505 \$</b>	<b>2 320 \$</b>	<b>273 \$</b>	<b>1 072 \$</b>	<b>19 493 \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>36 \$</b>	<b>(1 314) \$</b>	<b>(11) \$</b>	<b>(441) \$</b>	<b>(14) \$</b>	<b>(125) \$</b>	<b>(1 869) \$</b>
<b>Fonds gérés</b>	<b>Au 31 décembre 2008</b>						
Fonds général	59 967 \$	39 581 \$	52 314 \$	21 406 \$	2 935 \$	11 298 \$	187 501 \$
Fonds distincts, comptes de placement autogérés institutionnels exclus	10 342	99 133	27 628	24 541	-	(220)	161 424
Fonds communs de placement	-	21 943	2 320	1 366	-	-	25 629
Comptes de placement autogérés institutionnels	-	-	-	-	-	24 016	24 016
Autres fonds	-	3 279	-	2 658	-	-	5 937
<b>Total</b>	<b>70 309 \$</b>	<b>163 936 \$</b>	<b>82 262 \$</b>	<b>49 971 \$</b>	<b>2 935 \$</b>	<b>35 094 \$</b>	<b>404 507 \$</b>

<sup>1</sup> À la fin du premier trimestre de 2009, l'unité Assurance collective de la Division canadienne a conclu une entente de réassurance avec une partie externe qui a entraîné une réduction substantielle des primes nettes inscrites à l'état des résultats. La Société conserve certains avantages et certains risques dans ce secteur dont les primes directes continueront d'être incluses dans les primes et dépôts au poste « Risques cédés liés à l'assurance collective ».

### Note 2 : Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période.